



Loi de finances n° 2021-899 du 21/12/2021 portant budget de l'Etat pour l'année 2022

**ANNEXE 11 : STRATEGIE DE GESTION DE LA DETTE A MOYEN TERME (SDMT) 2019-2023
ET
RAPPORT D'ANALYSE DE VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE**

**LOI DE FINANCES N°2021-899 DU
21/12/2021
PORTANT BUDGET DE L'ETAT POUR
L'ANNEE 2022**

**ANNEXE 11 : STRATEGIE DE GESTION DE LA DETTE A MOYEN TERME (SDMT) 2019-2023
ET
RAPPORT D'ANALYSE DE VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE**

STRATEGIE DE GESTION DE LA DETTE A MOYEN TERME (SDMT) 2019-2023

TABLE DES MATIERES

I. INTRODUCTION	2
II. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE FINANCEMENT 2020	2
III. OBJECTIFS ET PORTEE DE LA SDMT 2019-2023	3
IV. COMPOSITION DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2020	4
V. COÛTS ET RISQUES DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2020	5
VI. HYPOTHESES MACROECONOMIQUES SUR LA PERIODE 2021-2023.....	8
VII. SOURCES DE FINANCEMENT ET CONDITIONS DE MARCHE	9
VIII. DEMARCHE SUIVIE	10
IX. CIBLE DES INDICATEURS DE COÛTS ET RISQUES	10
X. STRATEGIE OPTIMALE.....	11
XI. PLAN DE FINANCEMENT POUR L'EXERCICE BUDGETAIRE 2022	11
XII. RECOMMANDATIONS	12

I. INTRODUCTION

1. La Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) adoptée, annexée à la loi des finances en début d'année et mise en œuvre par le Gouvernement, devrait être systématiquement actualisée chaque année.
2. La SDMT tient compte de l'évolution du cadre macroéconomique et budgétaire qui est le reflet du PND, à travers la mise en œuvre des actions prioritaires du Gouvernement définis chaque année.
3. La présente SDMT est la stratégie 2019-2023 actualisée pour la période 2020-2023. Elle a été élaborée dans le contexte ci-après décrit.
4. Le cadre macroéconomique reste dynamique et favorable. Il est exprimé par une croissance soutenue du PIB réel, maintenue à sa moyenne projetée de 5,9% sur la période 2020-2023. A fin 2021, la croissance est attendue à 6,5% contre 2,0% en 2020.
5. Le déficit budgétaire se dégrade 2,3% à 5,6% du PIB de 2019 à 2020 et devrait s'améliorer pour atteindre 3,8% du PIB à partir de 2023 et 3,0% en 2024 conformément aux critères de convergence de l'UEMOA.

II. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE FINANCEMENT 2020

6. La SDMT 2019-2023 actualisée sur la période 2021-2023, préconise le recours aux financements dans un rapport moyen 50-50 de ressources extérieures et intérieures.
7. Le plan de financement annuel de 2020 proposait une mobilisation suivant la proportion d'environ 60-40 de ressources extérieures et intérieures. L'évaluation à fin 2020 de ce plan indique un niveau de décaissement total de 3 197, 2 milliards contre 2 878,6 milliards en prévision, soit une augmentation de 317,6 milliards (11,0 %) en liaison avec la crise sanitaire de la COVID-19.
8. Ce résultat est la combinaison de deux (2) facteurs : (i) les ressources intérieures se situent à 1579,3 milliards contre 1162,9 milliards en prévision, soit une hausse de 416,4 milliards (35,8%) et (ii) les ressources extérieures se situent à 1 617,9 milliards contre 1 716,7 milliards en prévision, soit une baisse de 98,8 milliards (5,8 %).
9. La structure des financements s'établit ainsi à un rapport d'environ 51- 49 de ressources extérieures et intérieures. Elle s'écarte de la proportion initiale du plan de financement.

Tableau 1 : Etat de mise en œuvre du Plan de financement 2020

Décaissement total	2879,6	en %	3197,2	en %	317,6
Décaissements extérieurs	1716,7	60%	1617,9	51%	-98,8
Emprunts-projets	694,2	24%	573,9	18%	-120,3
Emprunts-programmes	922,4	32%	884,8	28%	-37,6
FMI	686,0	24%	686,2	21%	0,2
Banque Mondiale	161,1	6%	118,7	4%	-42,4
BAD	49,2	2%	49,2	2%	0,0
AFD			4,6	0%	4,6
Allemagne	26,1	1%			-26,1
KFW			26,1	1%	26,1
Autres financements en devises	100,0	3%	159,1	5%	59,1
Décaissements intérieurs	1162,9	40%	1579,3	49%	416,4

Source : CNDP

III. OBJECTIFS ET PORTEE DE LA SDMT 2019-2023

10. Les objectifs de la SDMT 2019-2023 sont maintenus. Ils se résument comme suit :

- satisfaire les besoins de financement de l'État et ses obligations de paiement aux moindres coûts possibles ;
- s'assurer que les risques liés au portefeuille de la dette publique demeurent dans des limites acceptables ;
- contribuer au développement du marché domestique.

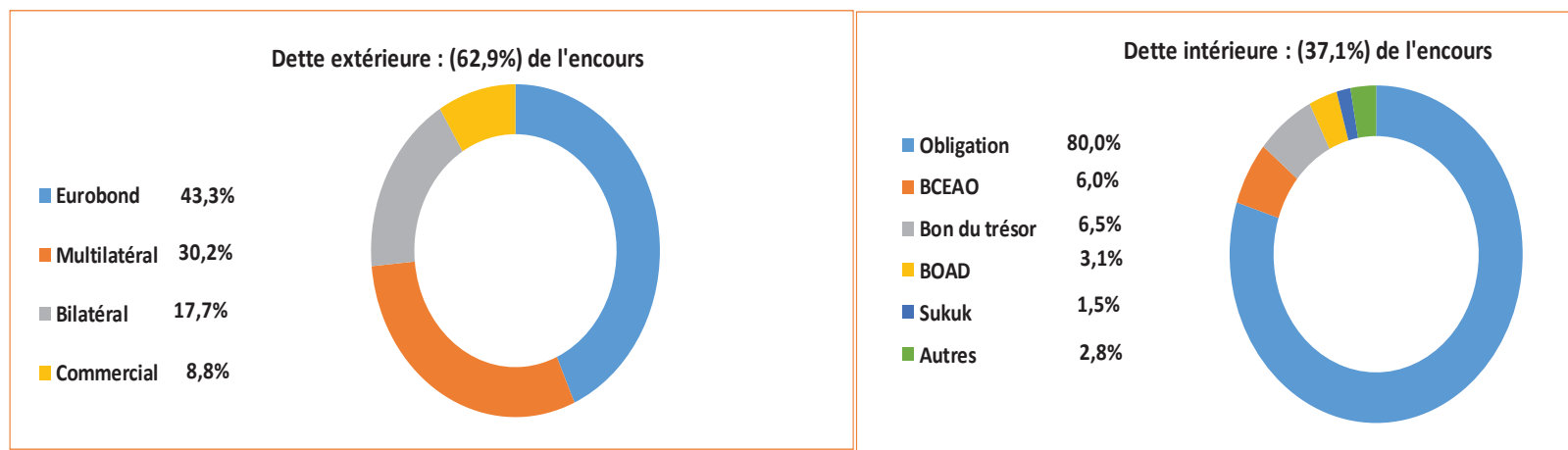
11. Le champ de couverture de la SDMT est limité à la dette de l'administration centrale.

IV. COMPOSITION DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2020

13. L'encours de la dette de l'administration centrale est estimé à 16 802,3 milliards de franc CFA (47,6% du PIB) à fin 2020 contre 13 300,2 milliards de franc CFA (38,8% du PIB) à fin 2019 et se compose de 10 560,9 milliards de franc CFA (62,9%) de dette extérieure¹ et 6 241,4 milliards de franc CFA (37,1%) de dette intérieure.

L'encours de la dette publique et publiquement garantie est estimé à 17 540,5 milliards de franc CFA (49,9% du PIB) à fin 2020. Il est composé de 11 140,0 milliards de franc CFA (63,5%) de dette extérieure et 6 400,5 milliards de franc CFA (36,5%) de dette intérieure.

Graphique 1 : Encours de la dette par type de créanciers à fin 2020

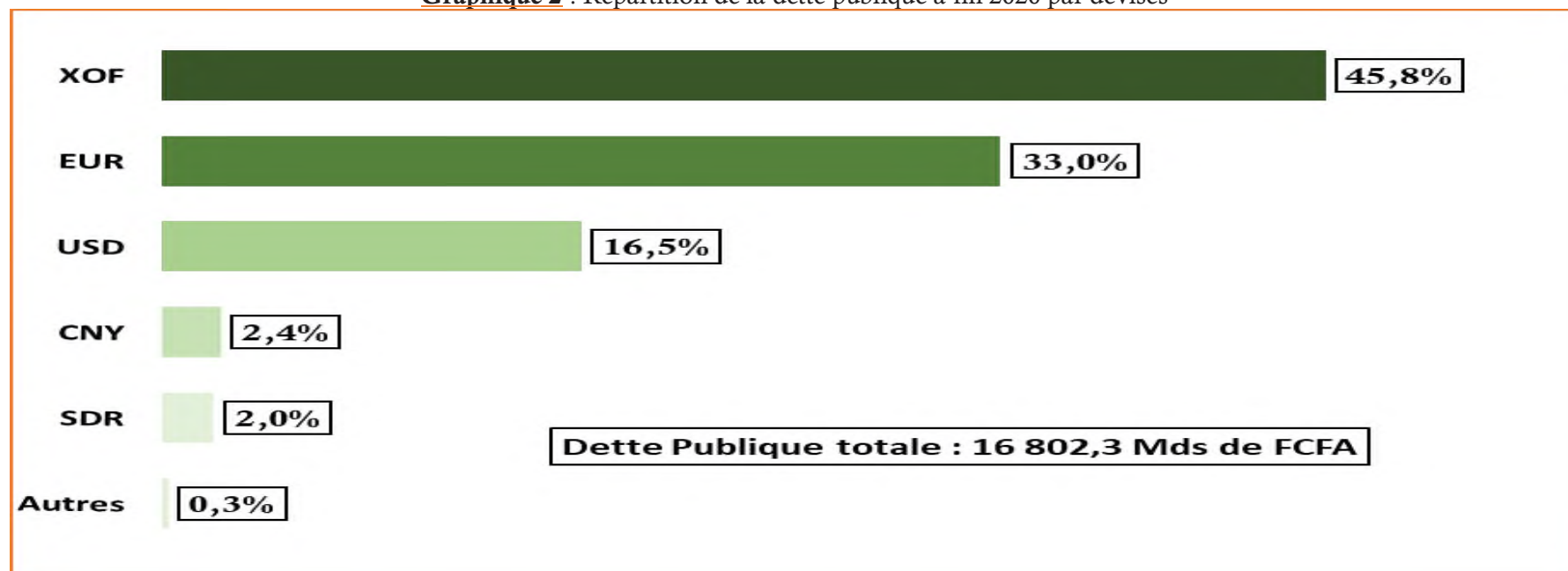


Source : CNDP

12. La composition par monnaie de la dette publique totale reste encore dominée par la dette libellée en franc CFA à hauteur de 45,8% contre 40,8% en 2019 (graphique 2). La part de la dette en devises est de 54,2% et comprend 33,0% d'Euros. Ainsi, l'Euro demeure la principale devise d'endettement extérieure de la Côte d'Ivoire, suivi du Dollar US (16,5%). Cette configuration traduit la volonté du Gouvernement de limiter l'exposition du portefeuille de la dette publique au risque de change.

¹ La classification de la dette repose sur le critère de devise pour l'exercice de SDMT.

Graphique 2 : Répartition de la dette publique à fin 2020 par devises²



Source : CNDP

V. COÛTS ET RISQUES DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2020

13. Le taux d'intérêt moyen pondéré du portefeuille ressort à 3,8%, en raison du coût relativement élevé de la dette intérieure (5,0%) par rapport à la dette extérieure (3,1%).
14. A court-terme, la concentration des échéances de la dette intérieure est la principale vulnérabilité du portefeuille (Tableau 2). Environ 50,8% de l'encours de la dette intérieure est à refinancer au cours des trois prochaines années (Graphique 3). A moyen terme, le remboursement des échéances des obligations du Trésor pourraient également entraîner des pressions de refinancement.
15. La dette exposée aux fluctuations de taux de change représente 22,4%³ du portefeuille de la dette totale dont 19,9% est libellée en dollar. Même si les instruments en dollar US représentant moins de 20% de l'encours total de la dette, les fluctuations du taux EUR/USD demeurent un facteur de vulnérabilité.

² Cette répartition découle du système de gestion des données de la dette publique

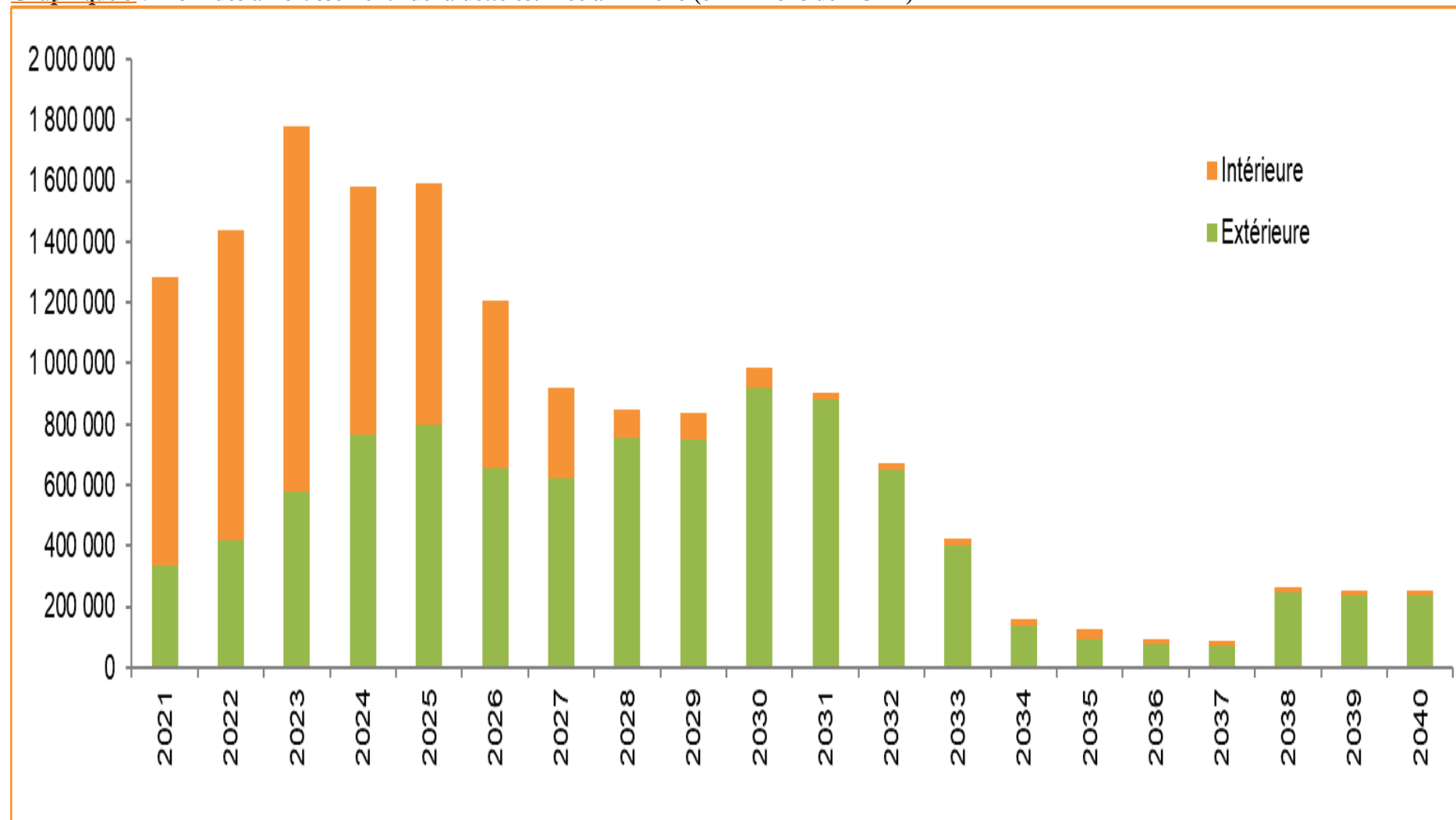
³ Cette répartition découle de l'outil SDMT et permet d'assurer une comparabilité des données à fin 2020 et à fin 2023.

Tableau 2 : Coûts et risques du portefeuille de la dette existante estimés à fin 2020

		Dettes extérieures	Dettes intérieures	Dettes totales
Montant (millions de franc CFA)		10 560 895,7	6 241 414,6	16 802 310,3
Montant (millions de dollar US)		19 599,1	11 582,9	31 182,0
Dettes nominale (% du PIB)		29,9	17,7	47,6
Valeur Actuelle de la dette (% du PIB)		26,5	17,7	44,2
Coût de la dette	Paiement d'intérêt (% du PIB)	0,9	0,9	1,8
	Taux d'intérêt moyen pondéré	3,1	5,0	3,8
Risque de refinancement	Maturité moyenne du portefeuille (Années)	9,7	4,1	7,6
	Dettes arrivant à maturité dans un an (% du total)	3,2	15,2	7,7
	Dettes arrivant à maturité dans un an (% du PIB)	0,9	2,7	3,6
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne jusqu'à révision du taux (années)	9,0	4,1	7,2
	Dettes à réviser dans 1 an (% du total)	14,1	15,2	14,5
	Dettes à taux fixe (% du total)	88,2	100,0	92,7
	Bon du Trésor (% du total)	0,0	6,5	2,4
Risque de change	Dettes en devises (% du total)			62,9
	Dettes exposées aux fluctuations de taux de change			22,4
	Service de la dette en devises (% réserves)			7,2

Source : CNDP

Graphique 3 : Profil des amortissements de la dette estimée à fin 2020 (en millions de FCFA)



Source : CNDP

VI. HYPOTHESES MACROECONOMIQUES SUR LA PERIODE 2021-2023

16. Sur la période 2021-2023, il est attendu une consolidation des performances économiques en lien avec la mise en œuvre du PND 2021-2025 et la poursuite des grands chantiers d'investissement public et privé après 2020. Le PIB réel est projeté en hausse, en moyenne à 7,3% sur la période 2021-2023.
17. Les recettes fiscales devraient enregistrer une hausse de 10,4% en moyenne sur la période 2020-2023, en lien avec la stratégie du Gouvernement orientée prioritairement vers l'amélioration de la collecte des recettes. Les recettes fiscales en pourcentage du PIB sont projetées à 12,7% en moyenne annuelle sur la même période.
18. Les dépenses totales en pourcentage du PIB sont projetées à 19,5% en moyenne annuelle sur la période 2020-2023.
19. Le déficit budgétaire devrait se maintenir à 5,6% en 2021 comme en 2020 en conformité avec les normes communautaires et serait maintenu à 3% à partir de 2024.
20. L'inflation serait contenue à 0,9% en moyenne par an, en dessous de la norme communautaire de 3% grâce à l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, à la stabilité des prix des produits pétroliers, à un meilleur approvisionnement des marchés des autres biens de consommation finale et à la politique de lutte contre la cherté de la vie.

Tableau 3 : Agrégats macroéconomiques pour la période 2021-2023

(En milliards de francs CFA sauf indication contraire)

	2021	2022	2023
	Projeté	Projeté	Projeté
Recettes publiques (dons inclus)	5 711 888	6 417 689	6 958 638
Dépenses primaires	7 107 261	7 404 498	7 781 240
Dépenses totales	7 874 525	8 380 909	8 712 466
Dépenses d'intérêt de la dette	767 264	976 410	931 226
Réserves internationales (millions USD)	8 401	8 577	8 565
PIB nominal	38 439 243	41 951 100	46 098 203

Source : CNDP

21. Au niveau des échanges extérieurs, les projections sur la période 2020-2023 tablent sur un maintien des tendances, dans un contexte de mise en œuvre satisfaisante du PND 2016-2020. En particulier, les importations augmenteraient en relation avec les besoins en biens d'équipement et en biens intermédiaires, induits par la mise en œuvre du programme d'investissement. Le solde des services connaîtrait une dégradation du déficit structurel en liaison avec les paiements au titre du fret sur les importations. Ainsi, le déficit du compte courant serait en moyenne de 3,1% du PIB sur la période. Le compte de capital ressortirait à 0,7% du PIB en fin de période et le compte financier se solderait par une entrée nette de capitaux sur toute la période.
22. S'agissant des secteurs monétaire et financier, le stock des avoirs extérieurs nets devrait se consolider à fin décembre 2023, en rapport avec les soldes globaux positifs de la balance des paiements. Les crédits à l'économie augmenteraient, en soutien au financement du secteur privé qui bénéficierait de la mise en œuvre effective du dispositif de financement des PME/PMI et du fonctionnement du Bureau d'Information sur le Crédit. La masse monétaire ressortirait ainsi en augmentation de 8,1% en moyenne, sous l'impulsion de l'évolution de ses contreparties. Les réserves officielles de change se renforceraient sur la période 2019-2023, en liaison avec les soldes globaux positifs de la balance des paiements. Au niveau communautaire, le pool commun de devises, consolidé par le rapatriement des recettes d'exportation, devrait demeurer à un niveau confortable, donc largement supérieur à 3 mois d'importations de biens et services.

VII. SOURCES DE FINANCEMENT ET CONDITIONS DE MARCHÉ

23. Les nouveaux financements extérieurs sur la période ont été mobilisés principalement sous forme d'emprunts semi-concessionnels, de prêts commerciaux suite à l'amenuisement des ressources concessionnelles du fait de statut de pays émergent.
24. Concernant les financements intérieurs, le recours au marché régional offre aux pays de l'UEMOA la possibilité de mobiliser des ressources complémentaires. Dans ce cadre, la Côte d'Ivoire a émis des bons et des obligations du Trésor. Ainsi, à fin 2020 le montant des interventions de l'Etat sur le marché monétaire avoisine 405 111 millions de francs CFA pour les bons du Trésor, 607 173 millions de francs CFA pour les obligations et 545 055 millions de francs CFA pour les emprunts obligataires.
25. Cette performance sur le marché régional s'explique par une amélioration des conditions de marché en 2020. La réussite de ces émissions de titres publics sur le marché régional est tributaire de la poursuite des mesures tendant à développer le marché monétaire et à favoriser un respect des bonnes pratiques d'émissions des titres publics. En outre, l'année 2020 a été marquée sur le marché régional par une abondante liquidité et une appétence des investisseurs pour les titres publics.
26. S'agissant du marché financier international, le scénario de référence repose sur une faible croissance économique mondiale en raison des effets potentiels de la crise sanitaire de coronavirus. Cependant, la mise au point d'un vaccin a été un catalyseur positif très puissant pour les marchés. Aussi, par leur politique monétaire non orthodoxe et leur injection de liquidité, les banques centrales ont mis en place des conditions financières favorables à un support budgétaire massif. Ainsi, en dépit du contexte sanitaire extrêmement dégradé, les mécanismes de soutien monétaire et budgétaire ont constitué un rempart à un mouvement de panique sur les marchés financiers. Dans ce contexte, la Côte d'Ivoire a mobilisé en 2020 avec succès un montant de 159,1 milliards de francs CFA couplée à une opération de gestion de passifs sur le marché financier international.

27. Conformément aux objectifs de la stratégie de financement pour l'année 2021, l'Etat de Côte d'Ivoire a émis un nouvel Eurobond d'un montant de 850 millions EUR sur des maturités moyennes de 10 ans et 26,2 ans. La technique d'émission a consisté en la réouverture des séries Eurobonds existantes 2032 et 2048 émises respectivement en novembre 2020 et mars 2018.

L'opération a contribué à l'atteinte des objectifs suivants :

- i. la mobilisation de la totalité du besoin de financement extérieur;
- ii. l'allongement de la maturité moyenne de la dette tout en accédant à des conditions compétitives.

VIII. DEMARCHE SUIVIE

28. La stratégie de financement initialement retenue a été testée à l'aide de l'outil analytique de la SDMT sur la base des hypothèses révisées d'encours de dette, du TOFE, des secteurs réel et extérieur sur la période 2021-2023. Les résultats actualisés ont été comparés aux objectifs attendus dans la stratégie initiale en termes de coûts et risques (60-40 en termes de mix extérieur et intérieur sur la période 2021-2023). Compte tenu des considérations liées aux indicateurs de liquidité de l'Analyse de Viabilité de la dette et de la forte mobilisation des ressources levées sur le marché régional en 2020, les besoins de financement seront comblés en moyenne par une répartition d'environ 50-50 entre la dette extérieure et la dette intérieure sur la période 2021-2023.

IX. CIBLE DES INDICATEURS DE COÛTS ET RISQUES

29. La composition espérée du portefeuille de la dette publique à l'horizon 2023 est une répartition de 77-23 entre la dette extérieure et la dette intérieure contre une répartition de 64-36 en 2018. La dette exposée aux fluctuations de taux de change en 2023 devrait être réduite à 29,1% contre 36,9% en 2018.

30. La part de la dette intérieure arrivant à échéance dans un an devrait être limitée à 17% en 2023 contre 20% en 2018 en liaison avec le profil de la dette existante et la base des investisseurs qui repose encore principalement sur les banques.

31. Il ressort de l'actualisation des données à fin 2020 que la composition du portefeuille de la dette publique à l'horizon 2023 s'établirait à 66-34 entre la dette extérieure et la dette intérieure contre une répartition espérée de 77-23. En outre, la dette exposée aux fluctuations de taux de change attendue à 36,9% se situerait à 20,5%. Par ailleurs, la dette intérieure arrivant à échéance dans un (1) an devrait être de 13,2% à fin 2023 contre 16% espéré.

32. En somme, les objectifs ciblés des indicateurs de coûts et de risque ont été atteints et dépassés. Par conséquent, la SDMT 2019-2023 est reconduite avec une répartition de 50-50 entre la dette extérieure et la dette intérieure sur la période 2021-2023.

33. Il convient d'indiquer à toutes fins utiles que le poids de la dette libellée en Euro grandissant dans le portefeuille assure en l'état actuel une atténuation de risque de change mais génère à terme une forte exposition aux réalités au sein de la zone franc CFA notamment dans la perspective de la prochaine monnaie unique Eco.

X. STRATEGIE OPTIMALE

34. Au cours des prochaines années, l'Etat devrait privilégier des financements qui aident à réduire le risque de refinancement de la dette intérieure et le risque de change. Plus précisément, les besoins de financement devraient être couverts en moyenne selon un rapport 50-50 d'instruments de financement extérieur et intérieur sur la période 2021-2023.
35. Cette stratégie opte pour une proportion égale de dette extérieure et de dette intérieure avec une prépondérance pour les financements libellés en euro.
36. Le plan annuel de financement fournira plus de détails sur les intentions du Gouvernement.

XI. PLAN DE FINANCEMENT POUR L'EXERCICE BUDGETAIRE 2022

37. Les besoins de financement de l'année 2022 sont estimés à 3 532,9 milliards de francs CFA. L'Etat prévoit les combler comme indiqué dans le tableau 4.
38. Les informations sur les adjudications des titres d'Etat sur le marché régional continueront d'être inscrites dans le calendrier trimestriel publié par l'Agence UMOA-Titres.

Tableau 4 : Plan de financement 2022

Plan de financement en 2022	3 532,9	en %	% selon la SDMT
Décaissement des emprunts-projets et emprunts-programmes*	1 317,9	37,3%	54%
Autres financements en devises	595,7	16,9%	
Financement sur le marché régional	1 619,3	45,8%	46%

Source : CNDP

(*) : Emprunts-programmes entièrement confirmés

39. Les financements effectifs pourraient différer des montants indiqués dans le tableau 4, en raison de l'incertitude liée aux prévisions économiques et budgétaires, des conditions de financement de marché et du moment où les opérations seront effectuées. Des ajustements pourraient donc être apportés aux besoins de financement et aux sources de financement qui pourraient être utilisés. Les ajustements majeurs du plan de financement seront portés à la connaissance des parties intéressées pertinentes.

XII. RECOMMANDATIONS

40. Le succès de cette stratégie nécessite la mise en œuvre des recommandations suivantes :

- Développer le marché intérieur, afin de rendre plus liquide les titres publics par :
 - o le développement du marché secondaire ;
 - o le renforcement du cadre de communication avec les investisseurs ;
 - o la diversification de la base d'investisseurs avec notamment le renforcement de la participation des compagnies d'assurance et des fonds de pensions ;
 - o la poursuite de la mise en œuvre des nouveaux instruments financiers ;
- Promouvoir les titres publics auprès des particuliers ;
- Améliorer la capacité d'absorption des ressources d'emprunts-projets à travers la mise en œuvre effective et urgente du décret 2015-475 du 1er juillet 2015 portant procédures et modalités de gestion des projets et programmes financés et cofinancés par les partenaires techniques et financiers ;
- Optimiser les ressources intérieures ;
- Renforcer les capacités du Secrétariat Permanent du CNDP en vue de la migration des statistiques des finances publiques basées sur le manuel de 1986 vers celui de 2001-2014.

RAPPORT D'ANALYSE DE VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE

Table des matières

Champ de couverture de la dette publique.....	2
Contexte de la dette	3
Contexte des prévisions macros	4
Classement du pays et élaboration des tests de résistance des scénarios	9
AVD externe	10
Risque global de surendettement public	14
Module de marché	16
Notation des risques et points faibles.....	16
Tableaux et graphiques annexes	21
Acronymes	27

Le risque de surendettement de la Côte d'Ivoire reste modéré¹ au cours de la période 2021-2041, aussi bien sur la dette extérieure que sur la dette publique totale sans aucune marge d'absorption des chocs.

Champ de couverture de la dette

Le champ de couverture de la dette est limité à la dette publique et publiquement garantie. La dette des entreprises publiques, des collectivités territoriales et du secteur privé, n'est pas prise en compte dans l'encours de la dette publique. L'encours de la dette extérieure à fin 2020 ainsi que le service prévisionnel ne prennent pas en compte les montants des Contrats de Désendettement et de Développement (C2D). Le critère de monnaie a été retenu (et non le critère de résidence) pour classifier les dettes intérieure et extérieure. Ainsi, sont inclus dans la dette intérieure, les emprunts libellés en Franc CFA conclus avec la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD).

Tableau 1 : Couverture de la dette du secteur public et conception du test de résistance sur les engagements conditionnels

Sous-secteurs du secteur public	Cochez la cellule
1 Administration centrale	X
2 Administrations d'États fédérés et locales	
3 Autres éléments des administrations publiques	
4 dont : administrations de sécurité sociale	
5 Fonds extrabudgétaires (FEB)	
6 Garanties (à d'autres entités des secteurs public et privé, y compris entreprises publiques)	X
7 Banque centrale (emprunts effectués au nom de l'État)	X
8 Dette non garantie des entreprises publiques	

Couverture des données sur la dette publique et ampleur du choc retenu pour le test de résistance adapté aux passifs conditionnels

B. Veuillez ajuster les éléments du test de résistance adapté aux passifs conditionnels, le cas échéant

1 Couverture des données sur la dette publique du pays	Administration centrale, banque centrale, dette garantie par l'État		
	Défaut	Utilisés pour l'analyse	Raisons de s'écarter des paramètres retenus par défaut
2 Autres dettes des administrations publiques non prises en compte dans 1	0 pourcentage du PIB	0	go to cell E33 to change the default shock of 35% to the PPP capital
3 Dette des entreprises publiques (garantie ou non par l'État) 1/	2 pourcentage du PIB	1	
4 PPP	35 pourcentage du stock en PPA	1,24	
5 Marché financier (la valeur par défaut de 5 % du PIB est la valeur minimale)	5 pourcentage du PIB	5	
Totale (2+3+4+5) (en pourcentage du PIB)		7,34	

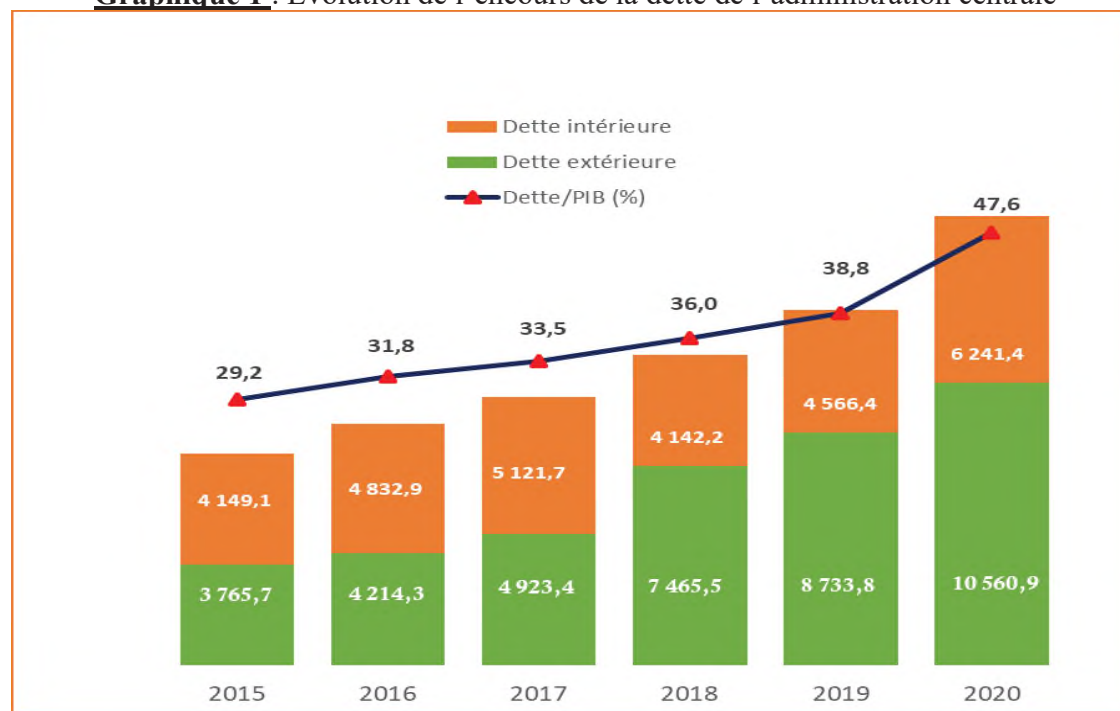
¹ Pour appréhender les différents facteurs influant sur la capacité d'un pays à s'endetter, le Cadre de Viabilité de la Dette utilise un indicateur composite (IC). Le score de l'indicateur composite est de 2,97 pour la Côte d'Ivoire, ce qui correspond à un classement dans la catégorie de pays à capacité d'endettement modérée.

Contexte de la dette

L'encours de la dette de l'administration centrale est estimé à 16 802,3 milliards de franc CFA (47,6% du PIB) à fin 2020 contre 13 300,2 milliards de franc CFA (38,8% du PIB) à fin 2019 et se compose de 10 560,9 milliards de franc CFA (62,9%) de dette extérieure² et 6 241,4 milliards de franc CFA (37,1%) de dette intérieure.

L'encours de la dette publique et publiquement garantie est estimé à 17 540,5 milliards de franc CFA (49,9% du PIB) à fin 2020. Il est composé de 11 140,0 milliards de franc CFA (63,5%) de dette extérieure et 6 400,5 milliards de franc CFA (36,5%) de dette intérieure.

Graphique 1 : Evolution de l'encours de la dette de l'administration centrale



Source : DGTCP/DDPD

² La classification de la dette repose sur le critère de devise pour l'exercice d'AVD.

Contexte des prévisions macros

La période 2020-2023 afficherait en moyenne un taux de croissance réel du PIB d'environ 5,4% avec notamment la mise en œuvre du PND 2016-2020. Les principales hypothèses qui sous-tendent la croissance du PIB sur la période 2020-2023 tiennent compte aussi bien de l'amointrissement de l'impact de la COVID 19 sur l'économie que de la stabilité sociopolitique, de la normalisation de la pluviosité, de la poursuite des réformes nécessaires à l'accompagnement efficace de l'économie et de la continuité dans la politique volontariste d'investissement dans les secteurs moteurs de croissance.

Au niveau de l'offre, le secteur primaire devrait croître de 1,8% en moyenne tiré par l'agriculture vivrière (+3,7%) et l'agriculture d'exportation (+1,2%). Il bénéficierait de la poursuite des investissements prévus dans le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) notamment ceux relatifs à la maîtrise de l'eau et aux distributions de semences améliorées. Le secteur secondaire progresserait en moyenne annuelle de 8,0%, soutenu par les BTP (+14,5%), les autres industries manufacturières (+3,7%), l'extraction minière (+1,0%) et l'énergie (+7,1%). La croissance de l'industrie agro-alimentaire est attendue à environ 4,3% en moyenne annuelle sur la période, soutenue par les investissements publics à travers les Partenariats Publics Privés (PPP). Le secteur tertiaire évoluerait de 5,4% en moyenne par an sur la période 2020-2023 grâce à l'ensemble de ses composantes, notamment le transport, les télécommunications et le commerce qui augmenteraient respectivement d'environ 4,6%, 12,6% et 4,9%. Les autres services devraient, quant à eux, afficher une croissance moyenne d'environ 4,6%. Le secteur non marchand devrait progresser en moyenne de 5,5% par an prenant en compte les effets combinés de la stratégie de maîtrise de la masse salariale et de la poursuite des politiques de scolarisation obligatoire et de santé pour tous. Les droits et taxes ressortiraient en moyenne en hausse de 5,4% par an, grâce notamment aux différentes réformes en cours dans l'Administration fiscale et au dynamisme de l'activité économique.

Au niveau de la demande, la croissance serait tirée par l'affermissement des investissements (+9,9%) et la consolidation de la consommation finale des ménages (+3,7%). En effet, les investissements seraient soutenus par la poursuite des chantiers publics (infrastructures socioéconomiques, logements sociaux, etc.) et le renforcement des outils de production dans les secteurs manufacturiers et de la construction. Ainsi, le taux d'investissement global ressortirait en moyenne par an à 23,7% du PIB contre 21,1% en 2019. Le taux d'investissement public s'établirait à 6,7% en moyenne par an sur la période 2020-2023. Quant à la consommation finale, elle bénéficierait de la hausse des revenus et de la création d'emplois. Les importations de biens et services progresseraient de 3,3% en moyenne par an sous l'impulsion du dynamisme de l'économie. Les exportations de biens et services seraient en hausse de 1,7% en moyenne par an en raison de la bonne tenue des productions agricoles, minières, pétrolières et des produits transformés.

L'inflation serait contenue à 1,0% en moyenne par an, en dessous de la norme communautaire de 3%, grâce à l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, à la stabilité des prix des produits pétroliers, à un meilleur approvisionnement des marchés des autres biens de consommation finale et à la politique de lutte contre la cherté de la vie.

Les projections des comptes extérieurs sur la période 2020-2023 révèlent une dégradation du compte des transactions courantes de la Côte d'Ivoire en 2020, avec des exportations et des importations en baisse. Malgré la reprise des exportations à partir de 2021, le déficit du compte des transactions courantes devrait s'accroître au cours de cette année. Les importations évolueraient à un rythme croissant, à partir de 2021, en relation avec les besoins en biens d'équipement et en biens intermédiaires, induits par la mise en œuvre du programme d'investissement. Le solde des services connaîtrait une dégradation du déficit structurel en liaison, notamment, avec les paiements au titre du fret sur les importations. Sur la période 2024-2039, les comptes extérieurs suivraient les orientations de la période 2022-2023.

Quant aux revenus primaires, le déficit perdurerait sous l'impulsion du paiement des intérêts sur la dette extérieure et des versements dus aux non-résidents au titre des revenus d'investissement. De même, le solde des revenus secondaires, après une inflexion en 2020, et 2021, continuerait de se dégrader, en relation avec les transferts de fonds des travailleurs migrants à destination de l'étranger et des montants acquittés relativement au titre des prélèvements communautaires (PCS et PCC). Ainsi, malgré l'excédent commercial des biens, le compte des transactions courantes resterait déficitaire sur la période. Par contre, le compte de capital devrait rester positif, grâce aux dons projets reçus. En outre, le compte financier enregistrerait des entrées nettes de capitaux, en lien avec les investissements directs étrangers reçus et les mobilisations de ressources financières extérieures de l'Administration publique.

Sur cette base, les projections font ressortir un déficit du compte courant qui serait en moyenne d'environ 2,8% du PIB sur la période 2020-2023. Le compte de capital ressortirait à 0,4% du PIB en fin de période. Le compte financier se solderait par une entrée nette de capitaux sur toute la période.

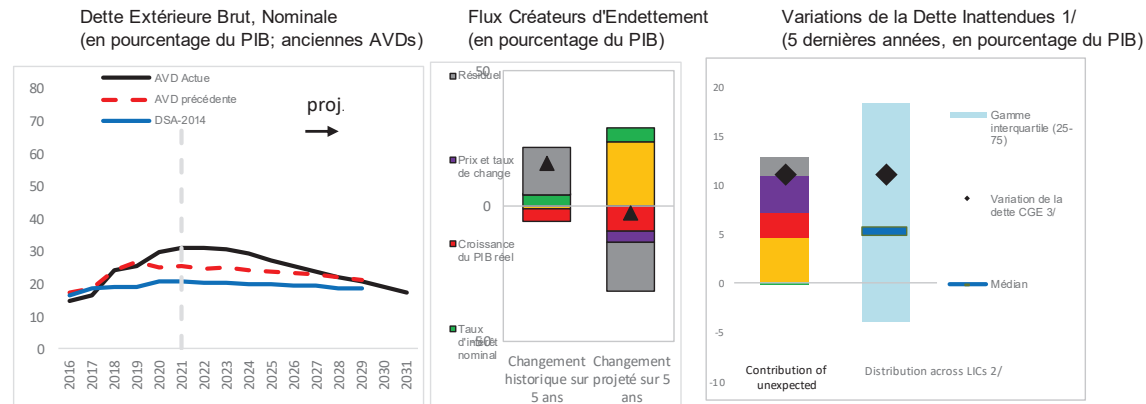
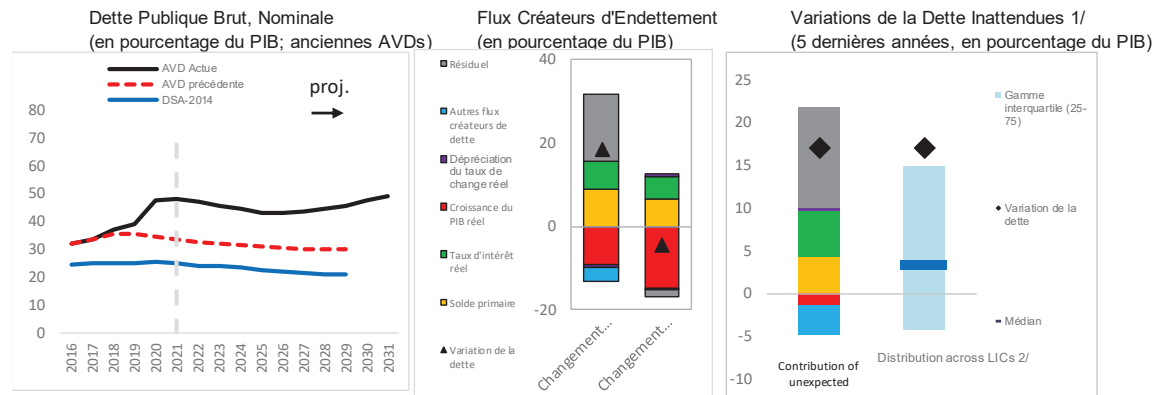
Les agrégats de monnaie et de crédit sont déterminés sur la base des projections sur la période 2020-2023 du cadrage macroéconomique et du tableau des opérations financières de l'Etat. Ils sont marqués par un désendettement net de l'Etat vis-à-vis du secteur bancaire à partir de 2021, et un accroissement des crédits à l'économie, en soutien au financement du secteur productif. Les avoirs extérieurs nets progresseraient sous l'effet conjugué de l'afflux des investissements directs étrangers, favorisés par l'attractivité croissante du pays, la mobilisation des ressources extérieures et l'amélioration continue du rapatriement des recettes d'exportation.

Sur la base de ces hypothèses, le stock des avoirs extérieurs nets devrait se consolider à fin décembre 2023, en rapport avec les soldes globaux positifs de la balance des paiements. Les crédits à l'économie augmenteraient, en soutien au financement du secteur privé qui bénéficierait de l'amélioration du climat des affaires, de la mise en œuvre du PND 2016-2020 et de la poursuite des actions de développement du Gouvernement après 2020. La masse monétaire ressortirait ainsi en augmentation, sous l'impulsion de l'évolution de ses contreparties.

Les réserves officielles de change (avoirs extérieurs bruts de la Banque Centrale) se renforceraient sur la période 2020-2023, en liaison avec les soldes globaux positifs de la balance des paiements. Au niveau communautaire, le pool commun de devises, consolidé par le rapatriement des recettes d'exportation, devrait demeurer à un niveau confortable, donc largement supérieur à 3 mois d'importations de biens et services.

Sur la période 2021-2025, les besoins bruts de financement de l'Etat devraient être comblés en moyenne par des ressources extérieures et intérieures respectivement à hauteur de 50% et 50% et se situer à 3 464,2 milliards de francs CFA en moyenne. Cette stratégie privilégie le développement du marché local et la prévention contre l'exposition au risque de change à travers le recours au marché international en Euro. Les financements intérieurs devraient privilégier davantage les instruments de moyen et long terme.

Les outils de réalisme du Cadre de Viabilité de la Dette ont permis de conforter les projections macroéconomiques relativement au scénario de référence. Les graphiques ci-après illustrent les outils de réalisme :

Graphique 2 : Moteurs de la dynamique de la dette extérieure – scenario de référence**Graphique 3** : Moteurs de la dynamique de la dette publique totale – scenario de référence

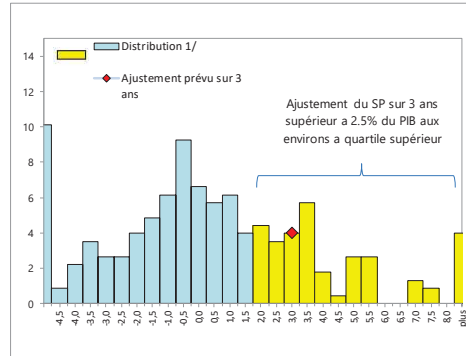
1/ Différence entre les contributions prévues et effectives aux ratios d'endettement.

2/ Répartition entre les pays à faible revenu pour lesquels des AVDs PFR ont été produits.

3/ Étant donné le niveau relativement faible de la dette extérieure privée pour la moyenne des pays à faible revenu, une variation en points de pourcentage de la dette extérieure CGE devrait être en grande partie expliquée par les déterminants de l'équation de la dynamique de la dette extérieure.

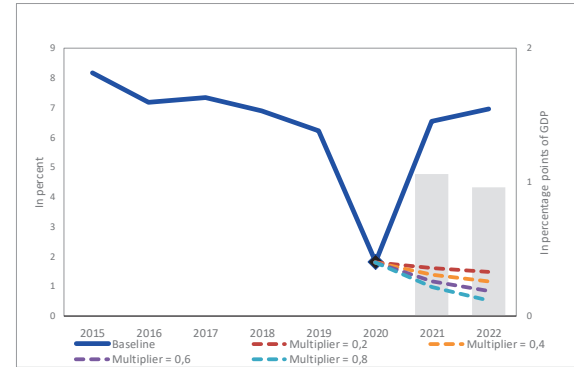
Graphique 4 : Outils de réalisme

Ajustement sur 3 ans du solde primaire (points de pourcentage du PIB)



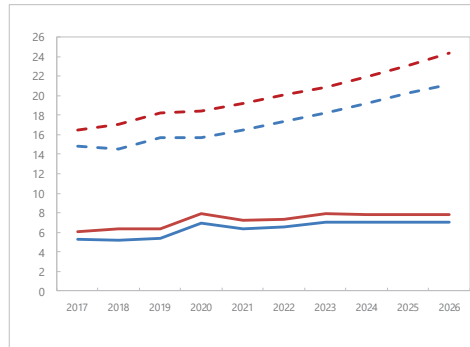
1/ Les données couvrent les programmes financés par le FMI pour les PPK (à l'exclusion du financement d'urgence) approuvés depuis 1990. L'ampleur de l'ajustement triennal à partir de la création du programme est couverte sur l'axe horizontal, le pourcentage d'échantillon est couvert sur l'axe vertical.

Ajustement budgétaire et trajectoires de croissance possibles 1/



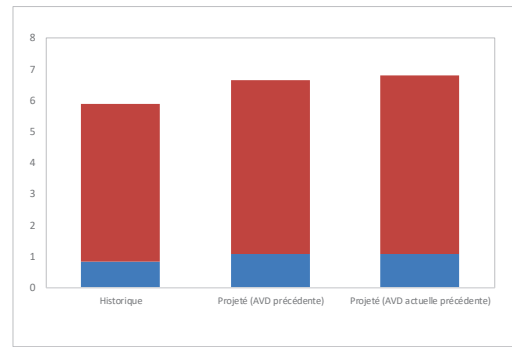
1/ Les barres renvoient à l'ajustement budgétaire annuel projeté et les lignes montrent les trajectoires possibles de croissance du PIB réel sous différents multiplicateurs budgétaires.

Taux de l'Investissement Public et Privé (en pourcentage du PIB)



— Investissement public - AVD précédente — Investissement public - AVD actuelle
 - - - Investissement privé - AVD précédente - - - Investissement privé - AVD actuelle

Contribution à la croissance du PIB réel (pourcentage, moyenne sur 5 ans)



■ Contribution d'autres facteurs
 ■ Contribution de l'investissement public

Classement du pays et élaboration des tests de résistance des scénarios

Le Cadre de Viabilité de la Dette (CVD) s'appuie sur le cadre macroéconomique et sur d'autres informations spécifiquement nationales pour classer les pays en fonction de leur capacité à s'endetter. Pour appréhender les différents facteurs influant sur la capacité d'un pays à s'endetter, le CVD utilise un indicateur composite (IC). Celui-ci rend compte de l'incidence des différents facteurs à l'aide d'une moyenne pondérée du score du Country Policy Institutional Assessment (CPIA) de la Banque mondiale, de la croissance du PIB réel du pays, des envois de fonds des travailleurs émigrés, des réserves de change et de la croissance mondiale.

L'IC détermine le classement des pays dans l'une des trois catégories : faible, moyenne, élevée. La capacité d'endettement d'un pays est considérée comme faible si son IC est inférieur à 2,69, moyenne s'il se situe entre 2,69 et 3,05 et élevée s'il dépasse 3,05.

L'indice de la Côte d'Ivoire ressort à 2,97 et correspond à une capacité d'endettement moyenne. Les principaux éléments qui ont permis d'atteindre ce score sont les performances réalisées sur le CPIA et la couverture des réserves de change en mois d'importation de biens et services de l'UEMOA.

Tableau 2 : Indicateur composite et tableaux de seuils

Composantes	Coefficients (A)	Valeurs moyennes sur 10 ans (B)	Composantes du score de l'IC (A*B) + (C)	Contribution des composante
EPIN	0,385	3,386	1,30	44%
Taux de croissance réel (en pourcentage)	2,719	7,562	0,21	7%
Couverture des importations par les réserves (en pourcentage)	4,052	39,075	1,58	53%
Couverture des importations par les réserves^2 (en pourcentage)	-3,990	15,269	-0,61	-21%
Envois de fonds (en pourcentage)	2,022	0,446	0,01	0%
Croissance économique mondiale (en pourcentage)	13,520	3,499	0,47	16%
CI Score			2,97	100%
Note CI			Medium	

New framework			
Cut-off values			
Weak	CI <	2,69	
Medium	2,69 ≤ CI ≤	3,05	
Strong	CI >	3,05	

AVD externe

Dans le cadre du scénario de référence, tous les indicateurs d'endettement extérieur de solvabilité (le ratio de la Valeur Actuelle de la dette extérieure rapportée au PIB et aux exportations) et de liquidité (Service de la dette extérieure rapportée aux exportations et aux recettes budgétaires) demeurent en dessous de leurs seuils³ sur la période 2021-2031.

Le CVD comporte des tests de résistance qui permettent d'évaluer la sensibilité des indicateurs de surendettement de la dette extérieure projetés en cas de changements d'hypothèses. Le tableau 3 résume les résultats des tests de résistance relatifs aux différents indicateurs.

Tableau 3 : Evolution prévue des indicateurs de la dette extérieure publique et publiquement garantie dans le cadre des tests de résistance standards et adaptés⁴, comparée aux seuils.

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
Tests standards				
La croissance du PIB réel est fixée à sa moyenne historique minorée d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et troisième année de la période de projection. La croissance du PIB passe de 6,8 % et 7,5% respectivement en 2022 et 2023 à 1,4% en 2022 et 2023. ⁵	VA/PIB	40%	Le ratio augmente de 29% en 2021 à 34% en 2023 et baisse à 19% en 2031. Pas de dépassement de seuil	Exposition aux chocs négatifs liés au taux de croissance
	VA/EXPORTATIONS	180%	Le ratio baisse de 137 % en 2021 à 37% en 2031. Pas de dépassement du seuil	
	SERVICE DE LA DETTE/EXPORTATIONS	15%	Le ratio augmente de 8% en 2021 à 12% en 2025 avant de baisser à 6% en 2031. Pas de dépassement du seuil	
	SERVICE DE LA DETTE/RECETTES BUDGETAIRES HORS DON	18%	Le ratio augmente de 12% en 2021 à 19% en 2023 et reste au-dessus de son seuil jusqu'en 2025 à 21% avant de baisser à 13% en 2031.	

³ Voir annexe page 18.

⁴ Tests de résistance adaptés : Ce sont des tests qui s'appliquent aux pays exposés à un ensemble de risques spécifiques. Il s'agit des catastrophes naturelles, de la volatilité des prix des produits de base et des tensions sur les financements de marché.

⁵Le calibrage du test sur le taux de croissance donne des valeurs aberrantes en raison du rebasage intervenu en 2020. Le taux de croissance moyen sur les dix dernières années revient à 13,89% et l'écart-type à 25,24.

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
			Dépassement du seuil sur trois (03) ans [2023-2025]	
<p>Le solde primaire/PIB est fixé à sa moyenne historique minorée d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et la troisième année de la période de projection.</p> <p>Le solde primaire/PIB passe respectivement de 1,7% en 2022 et 0,9% et 2023 pour atteindre 2,7 % en 2022 et 1,9% en 2023.</p>	VA/PIB	40%	Le ratio reste constant à 29% de 2021 à 2023 avant de baisser à 17% en 2031. Pas de dépassement du seuil	Pas de vulnérabilité aux chocs négatifs liés au solde primaire
	VA/ EXPORTATIONS	180%	Le ratio baisse de 137% en 2021 à 39% en 2031. Pas de dépassement du seuil	
	SERVICE DE LA DETTE/ EXPORTATIONS	15%	Le ratio augmente de 8 % en 2021 à 12% en 2025 avant de baisser à 6 % en 2031. Pas de dépassement du seuil	
	SERVICE DE LA DETTE/ RECETTES BUDGETAIRES HORS DON	18%	Le ratio augmente de 12% en 2021 à 17,88% en 2025 et baisse à 11% en 2031. Pas de dépassement du seuil	
<p>La croissance des exportations nominales (en dollars US) est fixée à sa moyenne historique minorée d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et la troisième année de la période de projection.</p> <p>La croissance des exportations passe de 10,2% et 10,4% respectivement en 2022 et 2023 à -5,5% en 2022 et 2023.</p>	VA/PIB	40%	Le ratio augmente de 29% en 2021 à 36% en 2023 et baisse à 21% en 2031. Pas de dépassement du seuil	Exposition aux chocs négatifs liés aux exportations
	VA/ EXPORTATIONS	180%	Le ratio augmente de 137% en 2021 à 224% en 2023 et reste au-dessus de son seuil jusqu'en 2025 à 181% avant de baisser à 66% en 2031. Dépassement du seuil sur trois (03) ans [2023-2025]	
	SERVICE DE LA DETTE/ EXPORTATIONS	15%	Le ratio augmente de 8 % en 2021 à 15,15% dès 2023 et reste au-dessus de son seuil jusqu'en 2025 à 18% avant de baisser à 10% en 2031. Dépassement du seuil sur trois (03) ans [2023-2025]	
	SERVICE DE LA DETTE/ RECETTES BUDGETAIRES HORS DON	18%	Le ratio augmente de 12% en 2021 à 19% en 2024 et reste au-dessus de son seuil jusqu'en 2025 à 20% avant de baisser à 15% en 2031. Dépassement du seuil sur deux (02) ans [2024-2025]	

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
<p>Les ratios transferts courants/PIB et IDE/PIB sont fixés à leurs moyennes historiques minorées d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et la troisième année de la période de projection. Les transferts courants/PIB passent de 1,0% en 2022 et 2023 à 1,3% en 2022 et 2023. Aussi, les IDE/PIB passent respectivement de 1,1% en 2022 et 1,5% en 2023 à 1,7% en 2022 et 2,1% en 2023.</p>	VA/PIB	40%	Le ratio augmente de 29 % en 2021 à 30% en 2023 avant de baisser à 17% en 2031. Pas de dépassement du seuil	<p>Exposition aux chocs négatifs liés aux transferts courants et aux IDE</p>
	VA/ EXPORTATIONS	180%	Le ratio augmente de 137% en 2021 à 139% en 2022 avant de baisser à 39% en 2031. Pas de dépassement du seuil	
	SERVICE DE LA DETTE/ EXPORTATIONS	15%	Le ratio augmente de 8% en 2021 à 12% en 2025 avant de baisser à 6% en 2031. Pas de dépassement du seuil	
	SERVICE DE LA DETTE/ RECETTES BUDGETAIRES HORS DON	18%	Le ratio augmente de 12% en 2021 à 18,06% en 2025 avant de baisser à 12% en 2031. Dépassement du seuil sur un (01) an [2025]	
<p>Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % de la monnaie nationale par rapport au dollar us pendant la seconde année de la période de projection ou du montant nécessaire pour résorber l'écart estimé de surévaluation du taux de change réel, en prenant la plus élevée de ces deux valeurs</p>	VA/PIB	40%	Le ratio augmente de 29% en 2021 à 36% en 2022 avant de baisser à 18% en 2031. Pas de dépassement du seuil	<p>Exposition aux chocs négatifs liés au taux de change euro/dollar</p>
	VA/ EXPORTATIONS	180%	Le ratio baisse de 137% en 2021 à 34% en 2031. Pas de dépassement du seuil	
	SERVICE DE LA DETTE/ EXPORTATIONS	15%	Le ratio augmente de 8% en 2021 à 12% en 2025 avant de baisser à 5% en 2031. Pas de dépassement du seuil	
	SERVICE DE LA DETTE/ BUDGETAIRES HORS DON	18%	Le ratio augmente de 12% en 2021 à 19% en 2023 et reste au-dessus de son seuil jusqu'en 2025 à 22% avant de baisser à 13% en 2031. Dépassement du seuil sur trois (03) ans [2022-2024]	
<p>Application de tous les chocs individuels précédents avec la moitié de leur amplitude.</p>	VA/ PIB	40%	Le ratio de 29% en 2021 à 34% en 2023 avant de baisser à 19% en 2031. Pas de dépassement du seuil	<p>Exposition aux chocs négatifs liés à la combinaison de tous les chocs précédents à la</p>
	VA/ EXPORTATIONS	180%	Le ratio augmente de 137% en 2021 à 164% en 2022 avant de baisser à 48% en 2031.	

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
			Pas dépassement du seuil	moitié de leur amplitude
	SERVICE DE LA DETTE/ EXPORTATIONS	15%	Le ratio augmente de 8% en 2021 à 15,26% en 2024 et reste au-dessus de son seuil jusqu'en 2025 à 15,41% avant de baisser à 8% en 2031. Dépassement du seuil sur deux (02) ans [2024-2025]	
	SERVICE DE LA DETTE/ BUDGETAIRES HORS DON	18%	Le ratio augmente de 12% en 2021 à 19% en 2023 et reste au-dessus de son seuil jusqu'en 2025 à 21% avant de baisser à 13% en 2031. Dépassement du seuil sur trois (03) ans [2023-2025]	
Tests adaptés				
Combinaison de tous les passifs conditionnels Ce choc consiste en une hausse ponctuelle du ratio dette/PIB pendant la deuxième année de la projection. Il se compose (i) d'une valeur de départ minimum de 5 % du PIB (représentant le coût moyen pour l'État d'une crise financière dans un PFR depuis 1980) et (ii) d'une valeur adaptée tenant compte d'autres chocs éventuels sur des parties du secteur public qui ne sont pas comprises dans la définition de la dette publique utilisée dans l'AVD (voir Tableau 1 sur la couverture de la dette publique). Le ratio de la dette publique totale augmente de 7,34% et passe de 49,0% à 56,3% en 2022.	VA/PIB	40%	Le ratio augmente de 29% en 2021 à 31 % en 2022 avant de baisser à 19% en 2031. Pas de dépassement du seuil	Exposition aux chocs liés au passif conditionnel
	VA/ EXPORTATIONS	180%	Le ratio augmente de 137% en 2021 à 143% en 2022 avant de baisser à 45% en 2031. Pas de dépassement du seuil	
	SERVICE DE LA DETTE/ EXPORTATIONS	15%	Le ratio augmente de 8% en 2021 à 12% en 2025 avant de baisser à 6% en 2031. Pas de dépassement du seuil	
	SERVICE DE LA DETTE/ RECETTES BUDGETAIRES HORS DON	18%	Le ratio augmente de 12 % en 2021 à 18,21% en 2025 avant de baisser à 12 % en 2031. Dépassement du seuil sur un an	
Catastrophe naturelle et produits de base	Non applicable ⁶			
Prix des produits de base				
Financement de marché				

⁶ Ces deux (02) chocs ne sont pas applicables à la Côte d'Ivoire selon la base de données de la Banque Mondiale sur les catastrophes naturelles.

Risque global de surendettement

Le ratio VA dette publique/PIB demeure au-dessus de son point de référence de 2021 à 2031 avec un écart moyen de 11,52% par rapport à son seuil qui se situe à 55%. Toutefois, le portefeuille de la dette publique totale reste vulnérable à un choc sur le taux de croissance économique.

Le CVD comporte des tests de résistance qui permettent d'évaluer la sensibilité des indicateurs de surendettement de la dette publique et publiquement garantie, projetés en cas de changements d'hypothèses. Le tableau 4 résume les résultats des tests de résistance relatifs aux différents indicateurs.

Tableau 4 : Evolution prévue des indicateurs de la dette publique et publiquement garantie dans le cadre des tests de résistance standards et adaptés, comparée aux seuils.

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
Tests standards				
<p>La croissance du PIB réel est fixée à sa moyenne historique minorée d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et troisième année de la période de projection.</p> <p>La croissance du PIB passe de 6,8 % et 7,5% respectivement en 2022 et 2023 à 1,4% en 2022 et 2023.</p>	VA/PIB	55%	<p>Le ratio augmente de 46% en 2021 à 56% en 2023 et reste au-dessus de son seuil jusqu'en 2031 à 87%.</p> <p>Dépassement du seuil sur neuf (09) ans [2023-2031]</p>	Exposition aux chocs sur la croissance
<p>Le solde primaire/PIB est fixé à sa moyenne historique minorée d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et la troisième année de la période de projection.</p> <p>Le solde primaire/PIB passe respectivement de 1,7% en 2022 et 0,9% en 2023 pour atteindre 2,7 % en 2022 et 1,9% en 2023.</p>			<p>Le ratio reste constant à 46% de 2021 à 2022 avant de baisser à 43% en 2027 et d'augmenter à 44% à partir de 2028 jusqu'à 49% en 2031.</p> <p>Pas de dépassement du seuil</p>	
<p>La croissance des exportations nominales (en dollars US) est fixée à sa moyenne historique minorée d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et la troisième année de la période de projection.</p> <p>La croissance des exportations passe de 10,2% et 10,4% respectivement en 2022 et 2023 à -5,5% en 2022 et 2023.</p>			<p>Le ratio augmente de 46% de 2021 à 50% en 2023 avant de baisser à 48% en 2027 et d'augmenter à 49% à partir de 2028 jusqu'à 52% en 2031.</p> <p>Pas de dépassement du seuil</p>	

Calibrage du choc	Indicateurs	Seuils d'endettement	Niveaux atteints	Observations
<p>Les ratios transferts courants/PIB et IDE/PIB sont fixés à leurs moyennes historiques minorées d'un écart type ou selon la projection de référence minorée d'un écart type, en prenant la plus basse de ces deux valeurs pour la deuxième et la troisième année de la période de projection.</p> <p>Les transferts courants/PIB passent de 1,0% en 2022 et 2023 à 1,3% en 2022 et 2023.</p> <p>Aussi, les IDE/PIB passent respectivement de 1,1% en 2022 et 1,5% en 2023 à 1,7% en 2022 et 2,1% en 2023.</p>			<p>Le ratio reste constant à 46% de 2021 à 2022 avant de baisser à 42% en 2026 et d'augmenter à 43% à partir de 2027 avant de finir à 48% en 2031.</p>	
<p>Dépréciation nominale ponctuelle de 30 % de la monnaie nationale par rapport au dollar us pendant la seconde année de la période de projection ou du montant nécessaire pour résorber l'écart estimé de surévaluation du taux de change réel, en prenant la plus élevée de ces deux valeurs.</p>			<p>Le ratio augmente de 46% en 2021 à 51% en 2022 avant de baisser à 40% en 2031</p> <p>Pas de dépassement du seuil</p>	
<p>Application de tous les chocs individuels ci-dessus avec la moitié de leur amplitude.</p>			<p>Le ratio baisse de 46% en 2021 à 43% en 2026 avant d'augmenter à 44% à partir de 2027 jusqu'à 51% en 2031.</p> <p>Pas de dépassement du seuil</p>	
Tests adaptés				
<p>Combinaison de tous les passifs conditionnels</p> <p>Ce choc consiste en une hausse ponctuelle du ratio dette/PIB pendant la deuxième année de la projection. Il se compose (i) d'une valeur de départ minimum de 5 % du PIB (représentant le coût moyen pour l'État d'une crise financière dans un PFR depuis 1980) et (ii) d'une valeur adaptée tenant compte d'autres chocs éventuels sur des parties du secteur public qui ne sont pas comprises dans la définition de la dette publique utilisée dans l'AVD (voir Tableau 1 sur la couverture de la dette publique).</p> <p>Le ratio de la dette publique totale augmente de 7,34% et passe de 49,0% à 56,3% en 2022.</p>	VA/PIB	55%	<p>Le ratio augmente de 46% en 2021 à 52% en 2022 avant de baisser à 47% en 2026 et d'augmenter à 48% en 2027 jusqu'à 53% en 2031.</p> <p>Pas de dépassement du seuil</p>	Pas de vulnérabilité
Catastrophe naturelle	Non applicable			
Prix des produits de base				
Financements de marché				

Module de marché

Pour les PFR ayant accès aux marchés, le cadre produit un signal supplémentaire à propos du degré de tensions sur les financements de marché dans le scénario de référence. Les tensions sur les marchés ont souvent résulté de la coïncidence de besoins de liquidités élevés avec une période où l'opinion des marchés se dégrade. Dans ce module, les besoins de liquidités à court terme, mesurés par les besoins de financement publics bruts prévus par le scénario de référence pour les trois prochaines années, et la perception des marchés au moment présent, mesurée par le dernier écart de rendement dans l'EMBI, sont comparés à leurs références respectives indiquées ci-dessous :

Tableau 5 : Tension de liquidité sur les marchés

Graphique 5. Cote d'Ivoire: indicateurs des risques de financement de marché

	GFN 1/	EMBI 2/
Niveaux de référence	14	570
Valeurs actuelles	6	350
Dépassement	No	No
Besoins accrus de liquidité potentiels	Low	

1/ Besoins de financement bruts maximum (BFB) sur un horizon de projection de référence de trois ans.

2/ Les spreads EMBI correspondent à la valeur maximale de la dernière période de trois mois..

Le cadre de viabilité de la dette indique que le risque de besoin de liquidité à court terme est faible.

Notation des risques et points faibles

Le risque de surendettement extérieur reste modéré. Toutefois, le portefeuille de la dette extérieure reste vulnérable à un choc négatif sur la croissance du PIB, les recettes d'exportations, le taux change de l'euro par rapport au dollar US et les passifs conditionnels.

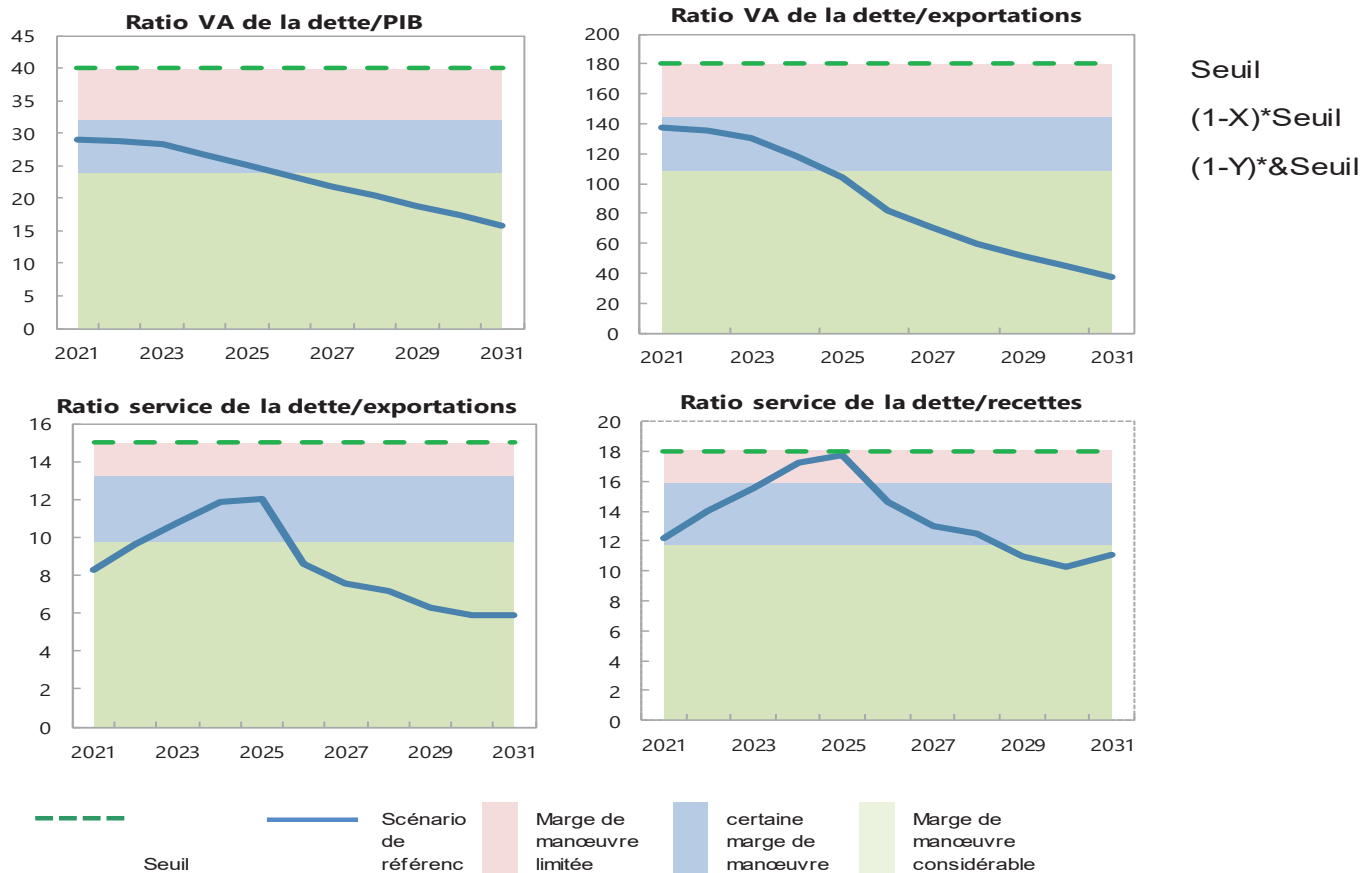
Le risque de surendettement global demeure également modéré. Toutefois, le portefeuille de la dette publique totale reste vulnérable à un choc sur le taux de croissance économique.

Le nouveau Cadre de Viabilité de la Dette des Pays à Faible Revenu nécessite que les utilisateurs caractérisent le degré de vulnérabilité de la dette dans les pays notés à risque modéré de surendettement externe. La solidité de la situation de la dette d'un pays à risque modéré de surendettement est déterminée par la « marge » dont il dispose pour absorber des chocs sans être rétrogradé à une notation de risque élevé de surendettement.

Le CVD indique qu'il n'y a aucune marge d'absorption des chocs pour la Côte d'Ivoire⁷. En effet, la survenue d'un choc médian notamment sur les recettes budgétaires entraînerait une rétrogradation dans la catégorie de risque élevé de surendettement.

⁷ Voir graphique 5

Graphique 5 : Catégorie de risque modéré
Graphique 5. Côte d'Ivoire: qualification de la catégorie de risque modéré
2021-2031 1/



Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.
 Pour les seuils des ratios service de la dette/exportations et service de la dette/recettes, x est égal à 12 % et y à 35 %.

Compte tenu des contraintes liées aux marges d'absorption des chocs, il est fortement recommandé de concentrer les efforts sur l'amélioration des ratios de liquidité. L'Etat devrait continuer de :

- Accélérer la transformation de nos matières premières afin de réduire l'exposition de notre économie à la volatilité des prix ;
- Poursuivre la promotion de la consommation interne afin de renforcer l'endogénéisation de la croissance et réduire l'exposition de notre économie aux chocs externes ;
- Poursuivre et accélérer le processus des suppressions des exonérations fiscales et régimes dérogatoires non productifs ;
- Instaurer une accise de 10% sur les produits cosmétiques, une tva de 9% sur la viande importée hors CEDEAO, une tva de 9% sur le riz de luxe et augmenter de 1% l'accise sur le tabac ;
- Poursuivre la fiscalisation des activités informelles et des niches fiscales, notamment l'économie numérique ;
- Accélérer l'intégration des recettes des entreprises publiques dans le TOFE ;
- Poursuivre le développement du marché financier local afin de réduire le recours au marché international ;

Par ailleurs en vue d'augmenter la capacité d'endettement de la Côte d'Ivoire au regard de la classification Banque Mondiale/FMI, il serait indiqué de :

- Poursuivre les efforts d'amélioration continue du score CPIA ;
- Améliorer le niveau des réserves communautaires de change à travers une démarche régionale visant à réduire les importations de biens et services tout en maintenant les efforts de croissance des exportations surtout de produits finis.

En outre, le Gouvernement devrait continuer la mise en œuvre effective des réformes budgétaires et l'amélioration de l'environnement des affaires ainsi que l'optimisation du recouvrement des recettes fiscales en vue d'assurer la transformation structurelle de l'économie et atteindre l'objectif d'une croissance économique forte, soutenue et inclusive. A cet effet, certaines mesures importantes doivent être prises : (i) maintenir la stabilité du cadre macroéconomique; (ii) poursuivre la mise en œuvre des mesures visant la réduction des délais de passation de marché ; (iii) créer un environnement des affaires propice à travers la lutte contre la corruption et la promotion de la bonne gouvernance en vue de renforcer la confiance du secteur privé et susciter un accroissement des investissements privés; (iv) accroître les recettes d'exportations par des mesures visant à assurer une meilleure compétitivité de l'économie ivoirienne; (v) poursuivre la modernisation des régies financières, les réformes fiscales, la révision des exonérations, l'élargissement de l'assiette fiscale aux petites et moyennes entreprises et la fiscalisation progressive du secteur informel ; (vi) instituer un identifiant unique des entreprises ; (vii) achever et assurer la mise en œuvre effective du Compte Unique du Trésor (CUT), pour une meilleure gestion de la trésorerie de l'Etat; (viii) promouvoir les IDE et renforcer leurs traçabilités, afin de mieux apprécier leur impact sur la croissance économique et la viabilité de la dette ; (ix) poursuivre le géo référencement des immobilisations et des ressources naturelles du pays ; (x) renforcer le bureau d'informations sur le crédit ; (xi) constituer des valeurs marchandes à partir de la fiabilisation de la gestion du foncier ; (xii) mettre en œuvre les mesure visant à améliorer la capacité d'absorption des financements et à prévenir les risques liés aux PPP.

En ce qui concerne la gestion de la dette publique, il importe que les financements relatifs aux investissements publics et autres besoins de l'Etat s'opèrent dans le cadre de la Stratégie de Gestion de la dette à Moyen Terme (SDMT). Aussi, le Gouvernement devra-t-il veiller à annexer la Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme 2019-2023 au Budget. Cette stratégie mise en cohérence avec la présente AVD, devrait assurer la maîtrise des coûts et risques relatifs aux nouveaux financements. Dans le cas de nouvelles émissions d'Eurobonds, l'Etat devra accorder une primauté aux émissions en euro et assurer la couverture du risque de change pour les émissions en dollar par un swap en Euro/USD. En outre, un accent particulier sur la communication financière renforcerait le positionnement du Trésor Public auprès des investisseurs et partenaires financiers.

Tableaux et graphiques annexes

	Effectif					Projections																Moyenne 8/								
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	Scénario	Projections	
Dettes extérieures (nominale) 1/	13,9	14,8	16,4	24,1	25,5	29,9	31,1	31,1	30,7	29,2	27,4	25,5	23,8	22,2	20,7	19,2	17,5	15,8	13,9	12,2	10,6	9,2	8,0	6,9	6,0	5,1	4,2	18,9	25,3	
dont : contractée ou garantie par l'État (CGE)	13,9	14,8	16,4	24,1	25,5	29,9	31,1	31,1	30,7	29,2	27,4	25,5	23,8	22,2	20,7	19,2	17,5	15,8	13,9	12,2	10,6	9,2	8,0	6,9	6,0	5,1	4,2	18,9	25,3	
Variation de la dette extérieure	3,0	0,9	1,6	7,7	1,3	4,4	1,2	0,1	-0,5	-1,5	-1,8	-1,8	-1,7	-1,6	-1,5	-1,4	-1,8	-1,7	-1,9	-1,7	-1,7	-1,4	-1,2	-1,1	-1,0	-0,9	-0,9	-1,7	4,5	
Flux générateurs d'endettement net identifiés	-1,3	-1,2	-1,3	-1,4	1,0	1,2	2,4	2,8	3,6	4,9	6,0	4,1	4,4	4,4	5,1	5,8	6,2	7,0	6,5	6,3	5,3	5,0	5,2	5,6	5,6	5,2	4,2	-1,7	4,5	
Déficit extérieur courant hors intérêts	-1,7	-0,2	0,2	0,8	1,6	0,3	2,4	2,6	3,2	3,6	3,9	1,9	2,1	1,8	2,2	2,7	2,9	3,5	2,8	2,4	1,3	1,0	1,1	1,5	1,5	1,0	0,1	-0,7	2,7	
Déficit de la balance des biens et services	-3,8	-2,4	-2,1	-1,7	-0,4	-2,0	-0,4	0,4	0,7	1,4	2,0	-0,6	-0,8	-1,5	-1,5	-1,3	-1,6	-1,4	-1,7	-1,9	-2,6	-2,7	-2,3	-1,7	-1,5	-1,7	-2,4	-3,3	-0,3	
Exportations	30,3	26,1	22,9	22,1	21,9	21,5	21,2	21,3	21,6	22,7	24,0	28,6	30,9	33,9	36,5	39,1	42,5	45,4	48,7	51,3	51,5	53,0	54,0	54,5	55,3	56,4	57,8			
Importations	26,5	23,7	20,8	20,4	21,5	19,4	20,8	21,7	22,3	24,0	26,1	28,1	30,1	32,4	35,0	37,8	40,9	44,0	46,9	49,4	48,8	50,3	51,6	52,8	53,8	54,7	55,4			
Transferts courants nets (négatifs = entrées)	0,7	0,7	0,8	0,7	0,9	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,2	1,2	1,3	1,4	1,5	1,6	1,6	1,7	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,0	1,2	
dont : officiels	-1,3	-1,0	-1,0	-0,8	-1,0	-0,3	-0,4	-0,4	-0,4	-0,5	-0,5	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2			
Autres flux extérieurs courants (négatifs = entrées nettes)	1,4	1,5	1,5	1,9	1,0	1,2	1,8	1,3	1,5	1,3	0,9	1,3	1,6	2,0	2,3	2,6	2,9	3,2	2,8	2,5	2,1	1,9	1,6	1,4	1,2	1,0	0,8	1,6	1,8	
IDE nets (négatifs = entrées)	-0,9	-1,0	-1,1	-1,1	-1,3	0,8	0,8	1,1	1,5	2,1	2,8	2,9	3,1	3,2	3,4	3,5	3,7	3,9	4,0	4,2	4,2	4,3	4,3	4,3	4,3	4,2	4,2	-0,8	2,6	
Dynamique endogène de la dette 2/	1,3	0,0	-0,4	-1,1	0,7	0,1	-0,8	-0,9	-1,1	-0,8	-0,8	-0,8	-0,7	-0,6	-0,5	-0,4	-0,4	-0,4	-0,3	-0,3	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1			
Contribution du taux d'intérêt nominal	0,6	0,6	0,7	0,7	0,9	1,3	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,8	0,7	0,7	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1			
Contribution de la croissance du PIB réel	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,5	-0,4	-1,7	-2,0	-2,1	-1,9	-1,8	-1,7	-1,6	-1,4	-1,2	-1,1	-1,0	-0,9	-0,8	-0,7	-0,6	-0,5	-0,5	-0,4	-0,3	-0,3	-0,3			
Contribution des variations de prix et de taux de change	1,8	0,3	0,0	-0,8	1,3	-0,8	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Résiduel 3/	4,3	2,1	2,9	9,1	0,3	3,3	-1,2	-2,7	-4,1	-6,3	-7,8	-5,9	-6,1	-6,0	-6,6	-7,3	-8,0	-8,7	-8,4	-7,9	-6,9	-6,4	-6,4	-6,7	-6,6	-6,1	-5,1	1,7	-5,6	
dont : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			
Indicateurs de viabilité																														
VA de la dette extérieure CGE/PIB	...	...	...	...	...	29,8	29,1	28,7	28,2	26,8	25,1	23,4	21,8	20,4	18,9	17,5	15,8	14,3	12,6	11,1	9,6	8,4	7,4	6,4	5,5	4,7	3,9		
VA de la dette extérieure CGE/exportations	...	...	...	...	...	138,9	137,0	135,1	130,5	118,2	104,3	81,7	70,7	60,1	51,7	44,7	37,2	31,5	25,9	21,7	18,7	15,9	13,6	11,8	10,0	8,3	6,8		
Ratio service de la dette CGE/exportations	3,2	4,3	8,5	8,5	9,6	10,8	8,3	9,6	10,7	11,9	12,0	8,6	7,6	7,1	6,3	5,9	5,9	4,5	4,0	2,9	2,9	2,3	1,9	2,0	1,8	1,7	1,3			
Ratio service de la dette CGE/recettes	8,7	8,7	15,0	14,2	14,7	16,0	12,2	14,0	15,5	17,3	17,8	14,6	13,0	12,5	10,9	10,3	11,1	8,6	7,9	5,8	5,6	4,6	3,9	4,1	3,7	3,5	2,7			
Total des besoins de financement bruts (milliards de dollars EU)	-0,8	0,0	0,5	0,9	1,4	2,1	3,5	4,5	6,0	7,7	9,5	7,8	8,5	9,1	10,2	12,0	13,6	15,0	15,0	14,5	13,5	13,2	14,1	16,1	16,8	16,6	14,5			
Principales hypothèses macroéconomiques																														
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	8,2	7,2	7,4	6,9	6,2	1,8	6,5	6,9	7,3	6,5	6,6	6,8	6,5	6,2	5,9	5,9	5,7	5,6	5,5	5,4	5,4	5,4	5,3	5,3	5,2	5,2	5,3	6,2	6,4	
Déflateur du PIB en dollars EU (variation en pourcentage)	-13,9	-2,4	0,2	5,3	-5,0	3,1	8,9	2,7	1,3	0,9	1,0	1,0	0,7	0,8	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,4	-0,5	1,9	
Taux d'intérêt effectif (pourcentage) 4/	4,7	4,5	4,9	5,0	3,8	5,3	3,4	3,7	3,6	3,6	3,6	3,5	3,6	3,6	3,6	3,6	3,5	3,4	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3	3,2	3,1	4,0	3,6		
Croissance des exportations de biens & services (\$, en %)	7,0	-10,0	-5,7	9,0	-0,2	2,8	14,7	10,2	10,4	12,7	14,2	28,5	15,7	17,5	15,2	14,7	15,9	14,1	14,3	12,4	7,1	9,8	8,5	7,6	8,2	8,6	9,5	0,8	15,4	
Croissance des importations de biens & services (\$, en %)	0,7	-6,6	-5,6	10,5	6,3	-5,3	24,5	14,2	12,2	15,7	16,8	16,0	14,9	15,4	15,5	15,5	14,9	13,8	12,3	5,4	9,9	9,4	9,0	8,6	8,2	8,2	2,6	16,0		
Éléments des nouveaux emprunts du secteur public (en %)	...	...	...	...	...	...	17,9	17,9	17,0	17,0	15,7	15,4	15,4	15,7	17,6	17,6	17,3	17,3	13,9	16,5	16,5	16,5	14,1	14,1	14,1	14,1	14,1	...	16,8
Recettes publiques (hors dons, en pourcentage du PIB)	11,0	12,8	13,0	13,2	14,2	14,4	14,5	14,6	15,0	15,6	16,2	16,9	18,0	19,4	20,9	22,5	22,5	23,8	24,8	25,6	26,2	26,6	26,9	27,1	27,3	27,4	27,6	12,4	17,8	
Flux d'aide (en milliards de dollars) 5/	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,3	1,1	1,0	0,8	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,4	1,6	1,7	1,9	2,1	2,2	2,4	2,6	2,7	2,9	3,1	3,3	3,5			
Financement équivalent don (en pourcentage du PIB) 6/	...	...	...	...	...	...	1,6	1,4	1,3	1,2	1,1	1,1	1,1	1,2	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,2	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,2	...	1,3	
Financement équivalent don (en % du financement extérieur) 6/	...	...	...	...	...	...	29,5	32,1	32,6	38,2	38,6	43,4	46,5	47,0	51,4	51,3	54,6	62,6	71,8	86,4	88,8	90,1	91,1	84,0	85,5	86,5	95,4	...	42,3
PIB nominal (milliards de dollars EU)	45,8	48,0	51,6	58	59	61	71	78	85	92	99	106	114	122	131	140	149	159	170	181	193	206	220	234	249	266	284			
Croissance du PIB nominal en dollars	-6,9	4,7	7,5	12,5	0,9	4,9	16,0	9,8	8,8	7,5	7,7	7,8	7,3	7,1	6,9	7,0	6,8	6,7	6,7	6,7	6,6	6,6	6,6	6,5	6,5	6,8	5,6	8,4		
Pour mémoire :																														
VA de la dette extérieure 7/	...	...	...	...	...	29,8	29,1	28,7	28,2	26,8	25,1	23,4	21,8	20,4	18,9	17,5	15,8	14,3	12,6	11,1	9,6	8,4	7,4	6,4	5,5	4,7	3,9		
En pourcentage des exportations	...	...	...	...	...	138,9	137,0	135,1	130,5	118,2	104,3	81,7	70,7	60,1	51,7	44,7	37,2	31,5	25,9	21,7	18,7	15,9	13,6	11,8	10,0	8,3	6,8		
Ratio service de la dette/exportations	3,2	4,3	8,5	8,5	9,6	10,8	8,3	9,6	10,7	11,9	12,0	8,6	7,6	7,1	6,3	5,9	5,9	4,5	4,0	2,9	2,9	2,3	1,9	2,0	1,8	1,7	1,3			
VA de la dette extérieure CGE (milliards de dollars EU)	...	...	...	...	...	18,3	20,7	22,5	24,0	24,5	24,7	24,9	24,9	24,8	24,7	24,4	23,6	22,7	21,4	20,1	18,6	17,3	16,2	15,0	13,8	12,4	11,1		
(VAt - VAt-1)/PIBt-1 (en pourcentage)	...	...	...	...	...	...	3,9	2,5	1,9	0,6	0,2	0,2	0,0	-0,1	-0,2	-0,2	-0,6	-0,6	-0,8	-0,7	-0,8	-0,7	-0,6	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5		
Déficit extérieur courant hors intérêts stabilisant le ratio d'endettement	-4,7	-1,1	-1,4	-6,8	0,2	-4,																								

	Effectif			Projections								Moyenne 6/	
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2031	2041	Scénario historique	Projections
Dettes du secteur public 1/	37,1	38,8	47,6	47,8	47,2	45,6	44,4	43,2	43,0	49,0	65,2	34,2	45,6
dont : libellée en devises	24,1	25,5	29,9	31,1	31,1	30,7	29,2	27,4	25,5	17,5	4,2	18,9	25,3
Variation de la dette du secteur public	3,5	1,7	8,8	0,3	-0,6	-1,6	-1,3	-1,1	-0,2	1,6	1,6		
Flux générateurs d'endettement identifiés	1,6	-0,3	2,5	0,5	-0,4	-1,3	-1,0	-1,0	-0,2	1,5	1,7	0,7	0,2
Déficit primaire	1,9	0,8	3,7	2,6	1,7	0,9	0,7	0,7	1,5	2,5	2,3	1,2	1,8
Recettes et dons	14,0	15,0	15,0	15,3	15,4	15,7	16,3	17,0	17,7	23,6	28,8	13,1	18,7
dont : dons	0,8	0,8	0,5	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	1,1	1,2		
Dépenses primaires (hors intérêts)	16,0	15,8	18,7	17,9	17,0	16,6	17,0	17,8	19,3	26,2	31,1	14,3	20,5
Dynamique automatique de la dette	-0,3	-0,1	-1,2	-1,8	-2,0	-2,1	-1,7	-1,7	-1,7	-1,0	-0,6		
Contribution de l'écart de taux d'intérêt/croissance	-1,0	-0,9	0,9	-1,8	-2,0	-2,1	-1,7	-1,7	-1,7	-1,0	-0,6		
dont : contribution du taux d'intérêt réel moyen	1,2	1,3	1,6	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,5	2,6		
dont : contribution de la croissance du PIB réel	-2,2	-2,2	-0,7	-2,9	-3,1	-3,2	-2,8	-2,8	-2,7	-2,5	-3,2		
Contribution de la dépréciation du taux de change réel	0,7	0,8	-2,1	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres flux générateurs d'endettement identifiés	-0,1	-1,0	0,0	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0
Produit des privatisations (négatif)	-0,1	0,0	0,0	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Comptabilisation des passifs implicites ou conditionnels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Allègement de la dette (Initiative PPTe et autres)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Autres (à préciser, par ex., recapitalisation bancaire)	0,0	-1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Résiduel	1,9	2,0	6,3	-0,2	-0,3	-0,3	-0,3	-0,2	0,0	0,1	-0,1	-0,2	-0,1
Indicateurs de viabilité													
VA de la dette du secteur public 2/	...	...	45,6	45,6	44,8	43,2	42,0	40,9	40,9	47,4	64,9		
Ratio VA de la dette publique/recettes et dons (en %)	...	...	304,5	298,9	291,4	274,4	256,6	240,3	230,7	200,6	225,3		
Ratio service de la dette/recettes et dons (en %) 3/	33,7	34,2	40,0	33,3	36,7	43,5	41,3	43,7	41,0	45,6	65,6		
Besoin de financement brut 4/	6,6	4,9	9,7	7,4	7,3	7,7	7,4	8,2	8,8	13,3	21,1		
Principales hypothèses macroéconomiques et budgétaires													
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	6,9	6,2	1,8	6,5	6,9	7,3	6,5	6,6	6,8	5,7	5,3	6,2	6,4
Taux d'intérêt nominal moyen sur la dette en devises (en pourcentage)	4,7	3,9	5,4	3,2	3,6	3,6	3,6	3,6	3,5	3,5	3,1	4,1	3,5
Taux d'intérêt réel moyen sur la dette intérieure (en pourcentage)	4,0	5,6	5,6	4,3	4,1	4,3	4,7	4,4	4,6	4,7	4,5	3,7	4,6
Dépréciation du taux de change réel (en pourcentage, + dénote une dépréciation)	4,4	3,5	-8,0	...	...	...	...	...	...	...	...	1,8	...
Taux d'inflation (déflateur du PIB, en pourcentage)	0,6	0,2	1,1	0,6	1,4	1,1	0,7	1,1	1,0	1,1	1,4	0,8	1,0
Croissance des dépenses primaires réelles (corrigée du déflateur du PIB, en %)	9,8	5,2	20,2	2,1	1,9	4,5	9,3	11,2	15,7	4,9	5,4	11,8	9,9
Déficit primaire stabilisant le ratio dette/PIB 5/	-1,5	-0,9	-5,1	2,4	2,3	2,4	2,0	1,9	1,7	0,9	0,6	-2,5	1,7
VA des passifs conditionnels (non inclus dans dette du secteur public)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Indiquer la couverture du secteur public: Administration centrale, banque centrale, dette garantie par l'État. Définition de la dette extérieure/intérieure est Currency-based.

2/ Le ratio VA de la dette extérieure par rapport au PIB dans l'AVD publique diffère de l'AVD externe, l'ampleur des différences dépendant des projections de taux de change.

3/ Le service de la dette est égal à la somme des intérêts et de l'amortissement de la dette à moyen et long terme.

4/ Le besoin de financement brut est égal au déficit primaire plus le service de la dette plus l'encours de la dette à court terme à la fin de la période précédente et autres flux générateurs ou réducteurs d'endettement.

5/ Déficit primaire moins variation du ratio dette publique/PIB (-): excédent primaire, qui stabiliserait le ratio de la dette uniquement dans l'année en question.

6/ Les moyennes historiques et les écarts types sont généralement calculés sur les 10 dernières années, pour autant que les données soient disponibles.

Tableau 3. Côte d'Ivoire: Analyse de sensibilité des principaux indicateurs de dette extérieure contractée ou garantie par l'État, 2021-2031
(en pourcentage)

	Projections 1/										
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Ratio VA de la dette/PIB											
Scénario de référence	29	29	28	27	25	23	22	20	19	17	16
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2021-2031 2/	29	25	20	13	5	-1	-8	-14	-21	-27	-34
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	29	31	34	32	30	28	26	24	23	21	19
B2. Solde primaire	29	29	29	27	26	24	23	21	20	18	17
B3. Exportations	29	32	36	34	33	31	29	27	25	23	21
B4. Autres flux 3/	29	30	30	28	26	25	23	22	20	19	17
B5. Dépréciation	29	36	33	31	29	27	25	23	21	20	18
B6. Combinaison de B1-B5	29	34	34	32	30	28	26	24	22	21	19
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	29	31	30	29	28	26	25	23	22	21	19
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Seuil	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40
Ratio VA de la dette/exportations											
Scénario de référence	137	135	131	118	104	82	71	60	52	45	37
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2021-2031 2/	137	119	94	59	22	-4	-25	-42	-57	-70	-80
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	137	135	131	118	104	82	71	60	52	45	37
B2. Solde primaire	137	136	133	121	107	84	73	63	54	47	39
B3. Exportations	137	172	224	204	181	143	125	107	93	79	66
B4. Autres flux 3/	137	139	137	125	110	86	75	64	55	47	39
B5. Dépréciation	137	135	120	109	96	75	64	54	47	41	34
B6. Combinaison de B1-B5	137	164	134	155	136	107	93	79	67	58	48
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	137	143	139	128	115	92	80	69	61	53	45
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Seuil	180	180	180	180	180	180	180	180	180	180	180
Ratio service de la dette/exportations											
Scénario de référence	8	10	11	12	11,98	9	8	7	6	6	6
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2021-2031 2/	8	10	11	11	11	7	6	5	3	1	0
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	8	10	11	12	12	8,60	7,56	7	6	6	6
B2. Solde primaire	8	10	11	12	12	8,68	7,64	7	6	6	6
B3. Exportations	8	11	15,15	18	18	13	11	11	10	11	10
B4. Autres flux 3/	8	10	11	12	12	9	8	7	7	6	6
B5. Dépréciation	8	10	11	12	12	8	7	7	6	5	5
B6. Combinaison de B1-B5	8	11	14	15	15,41	11	10	9	9	8	8
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	8	10	11	12	12	9	8	7	7	6	6
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Seuil	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15
Ratio service de la dette/recettes											
Scénario de référence	12	14	15	17,27	17,76	14,59	12,95	12	11	10	11
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2021-2031 2/	12	15	15	17	16	12	10	9	5	2	0
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	12	15	19	21	21	17	15	15	13	12	13
B2. Solde primaire	12	14	16	17	17,88	15	13	13	11	11	11
B3. Exportations	12	14	16	19	20	16	14	14	13	14	15
B4. Autres flux 3/	12	14	16	18	18,06	15	13	13	11	11	12
B5. Dépréciation	12	18	19	21	22	18	16	15	13	12	13
B6. Combinaison de B1-B5	12	15	19	20	21	17	15	15	14	12	13
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	12	14	16	18	18,21	15	13	13	11	11	12
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Seuil	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Une valeur en gras indique un dépassement du seuil.

2/ Les variables comprennent la croissance du PIB réel, celle du déflateur du PIB (en \$EU), le solde extérieur courant hors intérêts en pourcentage du PIB et les flux non générateurs d'end.

3/ Y compris les transferts officiels et privés, ainsi que les IDE.

Tableau 4. Cote d'Ivoire: Analyse de sensibilité des principaux indicateurs d'endettement public 2021-2031

	Projections 1/										
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Ratio VA de la dette/PIB											
Scénario de référence	46	45	43	42	41	41	41	42	44	46	47
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2021-2031 2/	46	45	44	44	43	43	43	43	43	44	44
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	46	50	56	57	59	62	65	70	75	81	87
B2. Solde primaire	46	46	45	44	43	43	43	44	45	47	49
B3. Exportations	46	47	50	49	48	48	48	49	50	51	52
B4. Autres flux 3/	46	46	45	43	42	42	43	44	45	47	48
B5. Dépréciation	46	51	48	45	43	42	41	40	40	40	40
B6. Combinaison de B1-B5	46	45	45	43	43	43	44	45	46	49	51
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	46	52	50	49	47	47	48	48	50	51	53
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Repère dette publique TOTALE	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55
	9	10	12	13	14	14	14	13	11	9	8
Ratio VA de la dette/recettes 2/											
Scénario de référence	299	291	274	257	240	231	219	209	201	194	201
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2021-2031 2/	299	292	281	266	254	243	228	213	198	185	187
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	299	325	351	347	342	345	343	341	340	340	363
B2. Solde primaire	299	298	286	268	251	241	228	217	208	200	207
B3. Exportations	299	308	321	300	281	269	254	241	228	216	220
B4. Autres flux 3/	299	296	284	265	249	238	226	216	206	198	204
B5. Dépréciation	299	335	307	279	254	236	217	199	184	171	171
B6. Combinaison de B1-B5	299	291	283	266	250	241	230	220	212	206	214
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	299	337	318	297	278	266	251	238	227	217	224
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Ratio service de la dette/recettes 2/											
Scénario de référence	33	37	43	41	44	41	39	39	40	41	46
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2021-2031 2/	33	37	44	42	45	43	42	41	41	40	44
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	33	40	53	53	60	61	62	64	67	70	79
B2. Solde primaire	33	37	44	44	47	44	42	41	41	42	47
B3. Exportations	33	37	44	43	45	42	40	40	42	44	49
B4. Autres flux 3/	33	37	44	42	44	41	39	40	40	41	46
B5. Dépréciation	33	37	46	44	46	43	40	41	40	41	45
B6. Combinaison de B1-B5	33	36	44	42	45	43	42	42	43	44	50
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	33	37	49	52	55	53	45	46	45	46	50
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.

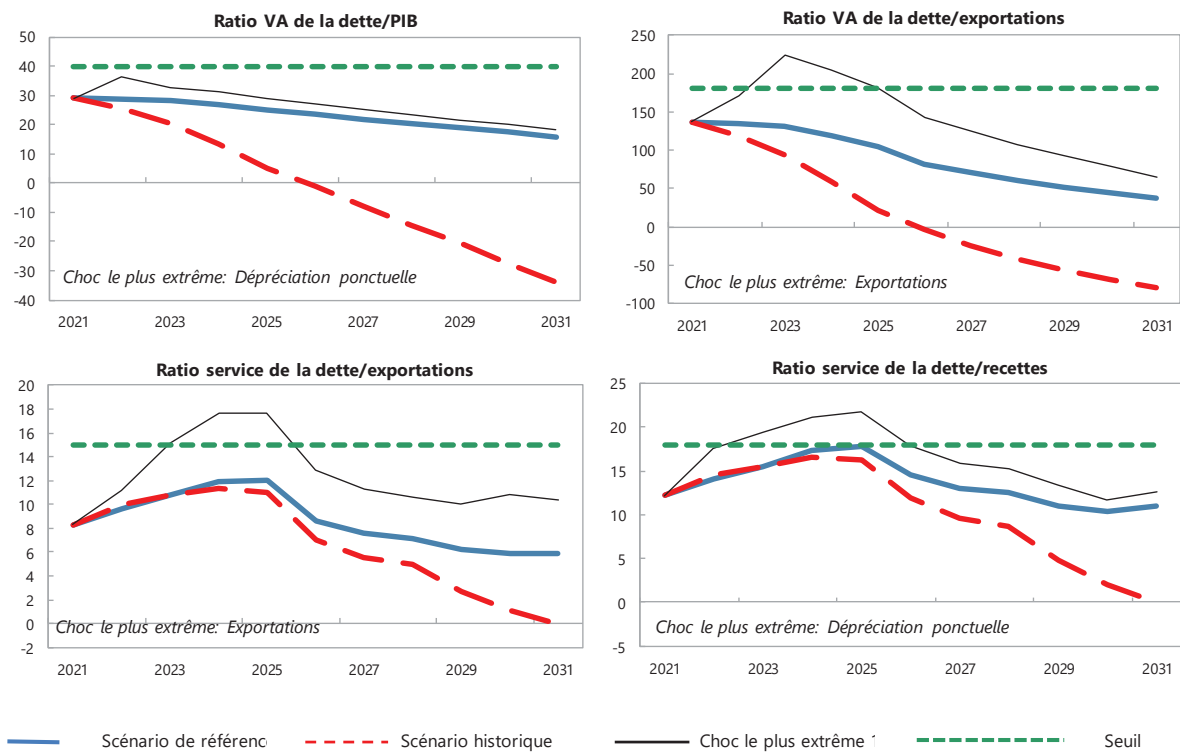
Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Une valeur en gras indique un dépassement du repère.

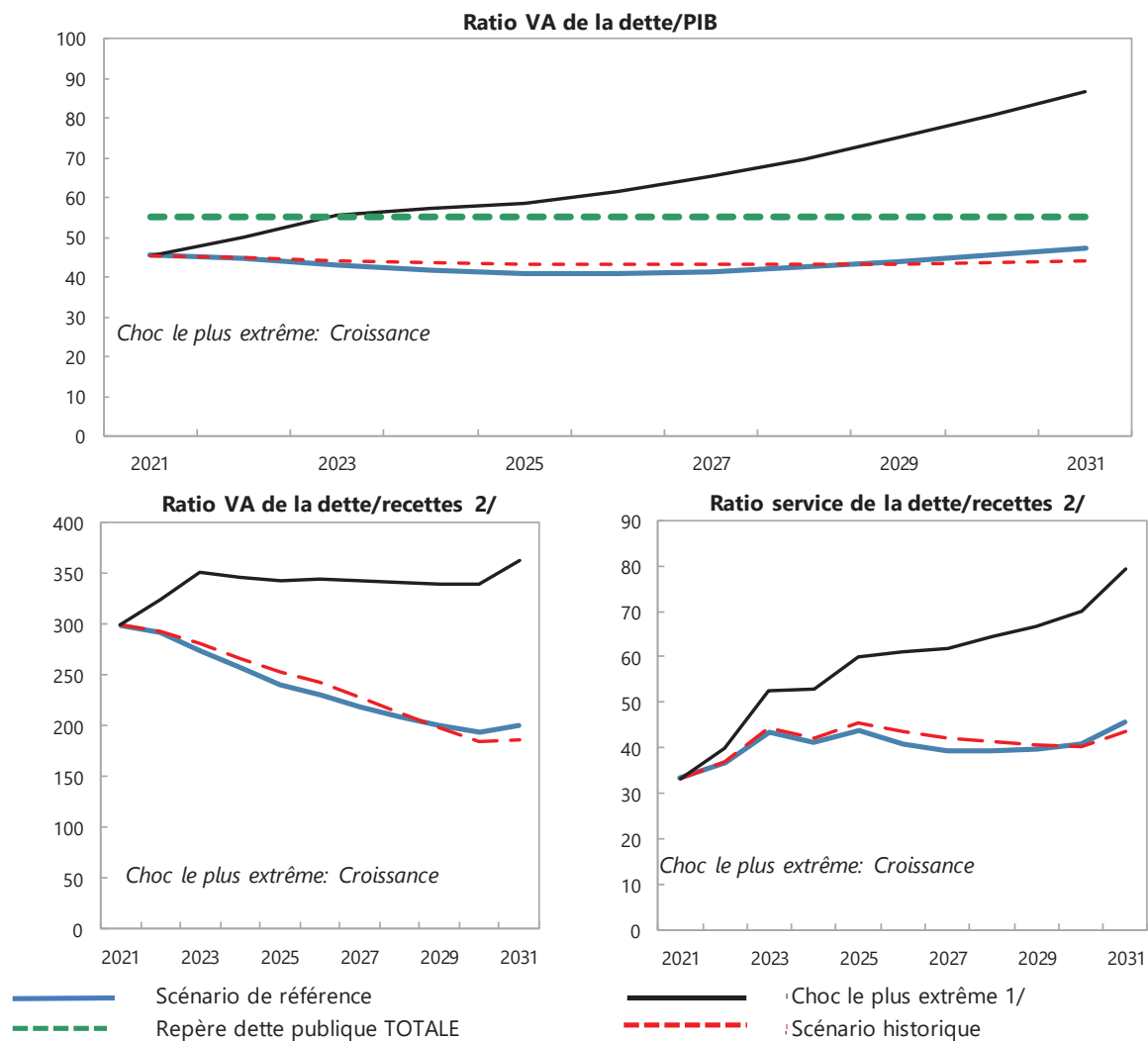
2/ Les variables comprennent la croissance du PIB réel, celle du déflateur du PIB (en \$EU), le solde extérieur courant hors intérêts en pourcentage du PIB et les flux non générateurs d'endettement.

3/ Y compris les transferts officiels et privés, ainsi que les IDE.

Graphique 1. Côte d'Ivoire: Indicateurs de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État selon divers scénarios, 2021-2031



Graphique 2. Cote d'Ivoire: Indicateurs d'endettement public selon divers scénarios 2021-2031



Acronymes

AVD	Analyse de Viabilité de la Dette
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CVD	Cadre de Viabilité de la Dette
CNY	Yuan Chinois
EPIN	Evaluation des Politiques et Institutions Nationales
Dollar E. U	Dollar des Etats-Unis
FCFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
FEC	Facilite Elargie de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
IDE	Investissements Directs Etrangers
OT	Obligation du Trésor
PIB	Produit Intérieur Brut
PND	Plan National de Développement
Initiative PPTE	Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés
SD	Service de la dette
SDMT	Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
VA	Valeur Actuelle